



**50 ANS D'ACTIONS,
50 ANS ENSEMBLE !**
Le monde nous met au défi.
Comment faire preuve de résilience ?

WSM MAGAZINE

PORTTRAITS

4-5, 24, 38-39

Portraits marquants de celles et ceux
qui concrétisent le changement



REGARD
RÉTROSPECTIF

6-11, 34-37

50 ans de campagnes et d'actions, 50 ans d'agilité
des mouvements sociaux face aux crises



TRAVAIL DÉCENT

25-29

OIT : le dialogue pour un changement durable



DANS NOS
ARCHIVES

32-33

Voyage nostalgique à la découverte de
certains objets et moments mémorables



ANTHOLOGIE

40-46

L'avenir des mouvements sociaux est international

PROTECTION
SOCIALE

20-23

Protection sociale pour tous-tes :
le rôle des mutuelles de santé



EN PARALLÈLE

16-17, 30-31

Voir, juger, agir
Échanger et collaborer



ÉVOLUTION

12-15

Une identité visuelle
au service du changement
Opinion : de « l'aide internationale »
à « la coopération internationale » ?

Depuis 50 ans, nous pouvons compter sur le soutien précieux d'organisations, d'institutions publiques, de fonds, d'une banque et de nombreux-euses donateur-trices individuel-les. La DGD, ENABEL Europe, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Flandre Occidentale, Beweging.net, le MOC, KwB, Familiehulp, l'ANMC, l'ACV-CSC, ACV-Puls, la CSC BIE, la CSC A&S, l'ACV-CSC METEA, la KAJ, Femma, le FBZ Pétrole, Co-Valent, FBZ PC 314, Alimento, Internationale Mijnwerkerssolidariteit, 11.11.11, CNCD-11.11.11, BRS, DEME4Life, VDK et beaucoup de donateurs et donatrices individuel-les. Merci !



WSM A 50 ANS

50 ans, l'âge de la maturité et de l'expérience, auquel on doit pouvoir évaluer, tirer les leçons des erreurs et, pour tracer l'avenir, oser les débats et la pensée critique dont l'urgence quotidienne nous prive trop souvent.

Nous allons fêter ces 50 ans de l'ONG du Mouvement dans un moment difficile et dangereux de l'histoire. Que ce soit dans nos pays ou à l'échelle mondiale, les inégalités s'accroissent comme jamais, quand la création de richesses est au plus haut...En dépit des moyens conséquents investis dans les coopérations bilatérales, multilatérales, via les ONG, les populations vivant dans les périphéries et aux marges du système mondial, ne se voient guère sortir de la pauvreté endémique dans un horizon raisonnable, en dépit de leurs luttes et combats quotidiens. L'aggravation des inégalités, couplée à la crise écologique majeure qui vient, indique à souhait que l'« ordre » économique mondial qui prévaut est non seulement scandaleux d'un point de vue éthique, mais encore insoutenable sur le plan du développement humain.

En symbiose avec les évolutions du monde et de nos organisations, WSM a évolué durant ses 50 ans d'existence. Ses fondamentaux sont pourtant restés les mêmes : la conviction que les progrès sociaux sont le produit des luttes populaires, que ces luttes ne peuvent être efficaces que menées par des organisations sociales puissantes, et que l'impérative offensive solidaire qu'imposent les défis actuels, ne peut s'envisager qu'à l'échelle internationale.

Partout dans le monde, l'espace démocratique se rétrécit, rendant chaque jour plus difficiles les mobilisations nécessaires. En ces temps où montent en puissance les replis protectionnistes, nationalistes, identitaires et malgré les urgences sociales (et sans doute même, à cause de celles-ci), nous ne pouvons renvoyer à plus tard l'impératif d'élargir nos horizons, de consolider, d'élargir et de renouveler notre coopération internationale.

C'est le défi de nos prochaines 50 années. Ensemble, nos organisations, avec tous nos partenaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, nous allons le relever.

Luc DUSOULIER
Président WSM



Le WSM Magazine est distribué par WSM asbl – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles - Tél 02/246 36 71 - Email info@wsm.be - Site web www.wsm.be - Numéro de compte BE96-7995-5000-0005 - **Coordination générale** Nancy Govaerts et Jennifer Van Driessche – **Équipe de rédaction** Géraldine Dezé, Nancy Govaerts, Jennifer Van Driessche, Mia Vandenberghe, Santiago Fischer, Antoinette Maia, Valère Koffi-Pihoun, Stéphanie Vankeer, Klaar Degroote, Bart Verstraeten - **Crédits photos couverture** Valérie Detemmerman - **Lay out** Gevaert Graphics – **Editrice Responsable** Antoinette Maia - **Impression sur papier recyclé et encre végétale** par Gevaert Graphics - **RPM** Tribunal du travail néerlandophone à Bruxelles - BE 0413.986.102 - WSM est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien et de ses organisations membres (CSC, ANMC, JOC, VF, EP)

TROIS PORTRAITS

Des portraits qui témoignent de la beauté qui réside en chacun-e de nous. Découvrez ces personnes qui sont véritablement animées par une foi et une confiance inébranlable en un modèle économique alternatif. Et qui font du changement social, de la solidarité et de la coopération les buts de leur vie.

TEXTE / Nancy Govaerts

RENÉ SIBOMANA / SÉNÉGAL

Fondateur d'une organisation de jeunesse (AJE) au Rwanda et au Sénégal

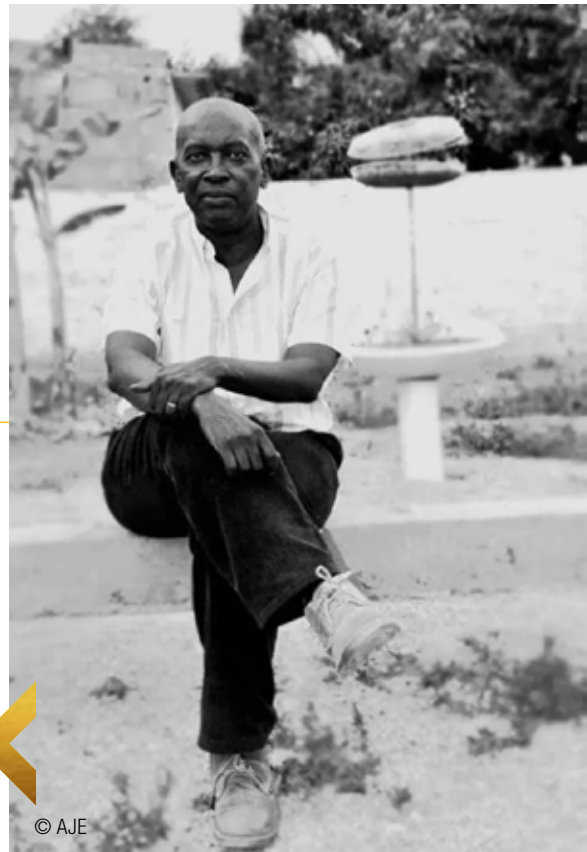
René Sibomana est né le dernier jour de l'année 1948 dans ce qui était alors le Congo belge. Ses parents réussissent à lui donner un bon bagage, ainsi qu'à ses frères et sœurs. Il étudie au Rwanda et y construit son parcours professionnel. Il suit une formation de magistrat et devient greffier au Tribunal de première instance de Butare. Il y apprend à plaider et à défendre des opinions.

René s'engage dans l'association des scouts au Rwanda et devient commissaire national. Sous sa direction, l'association devient un acteur majeur du développement de la jeunesse. Des centres de formation professionnelle sont créés.

C'est à ce moment-là qu'il en a eu la certitude : il voulait travailler pour les jeunes, les enfants vivant dans les rues ou dans les camps de réfugiés, d'abord au Rwanda, puis au Congo. En 1992, il a fondé AJE - Action Jeunesse et Environnement, à Kigali. Après ses pérégrinations, il se retrouve au Sénégal en 1996, où il relance AJE à Dakar. Les centres de

formations de Thiès et de Soucouda sont de vrais havres de paix pour les garçons et les filles qui, contre vents et marées, veulent faire quelque chose de leur vie.

AJE s'adresse plus particulièrement aux jeunes qui travaillent dans des ateliers et se perfectionnent sur le terrain avec une équipe d'animateur-trices et d'enseignant-es. Son modèle d'«Atelier-École» est reconnu par l'État. AJE motive et soutient les jeunes à chercher des moyens d'améliorer leur vie ensemble. Son approche participative est innovante. AJE aide les jeunes à créer leur propre entreprise, dans le cadre d'une coopérative ou d'un partenariat. Son organisation incarne ce qu'était René : il créait des opportunités et détectait le potentiel des jeunes. C'était un homme de réseau, un animateur et un chef d'équipe né, un bienfaiteur et un bon vivant qui était généreux de son temps et de son attention donnée. Il est décédé le 23 décembre 2022.



© AJE



© WSM



// Sister Christy tout à droite de la photo

© NDWM

GREGORIA ABREU ROJAS / RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Membre du syndicat CASC et cacaocultrice

Gregoria Abreu Rojas est productrice de cacao et membre active du syndicat CASC. En avril 2024, elle a participé, sur invitation de la CSC Alimentation et Services, CSC International et WSM, à la conférence mondiale sur le cacao organisée lors d'une semaine d'échanges en Belgique.

« Je n'avais jamais quitté ma région et encore moins pris l'avion. C'était une aventure pour moi. Chaque rencontre et chaque visite m'ont surprise, inspirée et énormément enrichie. Je souhaite mettre à profit toutes ces expériences dans notre projet local. »

Dans la région de Yamasa, où elle vit et travaille, se trouve l'une des coopératives les plus grandes et consolidées du pays. La CONACADO achète une grande partie de la production de cacao de la région et s'occupe des exportations. Les producteur-trices de cacao considèrent leur présence comme une aubaine. Les camions viennent cher-

cher la production directement dans les parcelles et les prix proposés semblent corrects.

« Depuis ma participation à cette semaine d'échanges et à la conférence sur le cacao en Belgique, je m'interroge sur le fonctionnement et la transparence de ma coopérative, la CONACADO. Lors de la prochaine Assemblée générale, je leur demanderai plus d'informations. »

Gregoria préside également une petite coopérative de femmes productrices de cacao nouvellement créée dans sa région. «Avec ce que je sais maintenant, je veux encore mieux défendre les intérêts de notre petite coopérative. À notre échelle, nous commençons à développer nos propres produits artisanaux afin de permettre à plus de femmes de notre région de subvenir aux besoins de leurs familles.»

SISTER CHRISTY MARY / INDE

Responsable des coopératives - NDWM

« J'avais 12 ans lorsque je suis allée travailler brièvement dans une usine d'allumettes pendant les vacances scolaires. Beaucoup de mes camarades y travaillaient à plein temps. C'est de là que vient la source de mon engagement. De l'indignation de voir que certains enfants ne pouvaient pas aller à l'école et n'avaient pas le temps de jouer. Je voulais réparer cette injustice. »

Cela fait maintenant 15 ans que Sister Christy est active au sein du NDWM, le mouvement national des travailleuses domestiques en Inde. Elle a été témoin de l'incroyable énergie des filles et des femmes avec et pour lesquelles elle travaille. Elle a vu des membres prendre confiance en elles et développer leurs capacités grâce au mouvement. Les travailleuses domestiques ne sont plus invisibles, leur travail est officiellement reconnu. Sœur Christy et le NDWM créent des coopératives où les femmes améliorent leurs compétences afin de pouvoir négocier de meil-

leurs contrats avec leurs employeur-euses, bien éduquées et conscientes de leurs droits. Elles obtiennent un capital de départ pour créer leur propre petite entreprise et compléter leur salaire mensuel.

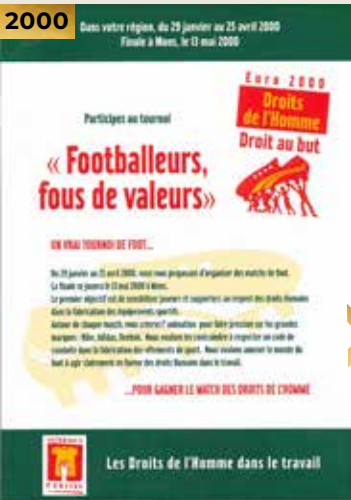
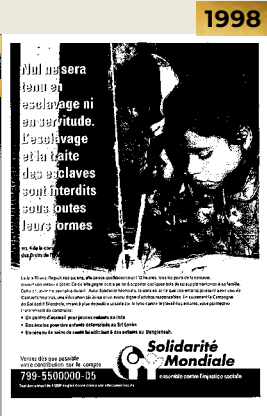
« Quand j'ai rejoint le mouvement, et encore aujourd'hui, j'ai écouté de nombreuses histoires difficiles de travailleuses domestiques, maltraitées et exploitées. Il fallait que cela change ! Nous avons parcouru un long chemin, mais nous ne sommes pas encore arrivées à destination. Nous devons faire encore mieux pour un plus grand nombre de personnes : devenir un syndicat fort, construire des coopératives qui garantissent un salaire décent à un plus grand nombre de femmes. Toutes nos voix doivent être entendues, car chaque voix compte. Eleanor Roosevelt a dit que l'avenir appartient à quiconque croit en la beauté de ses rêves. Continuons donc à rêver et à travailler ! »

50 ans de WSM, 50 ans de lutte pour le travail décent et la protection sociale ! Depuis un demi-siècle, parce que parfois les mots ne suffisent pas, nous menons campagne aux côtés de mouvements sociaux du monde entier pour impulser des changements, grâce à des actions originales et inspirantes et des slogans choc ! Retrouvez un panorama d'actions marquantes et de campagnes novatrices, menées ici ou ailleurs dans le monde. Avec nous, montez sur les barricades, sentez l'adrénaline collective, vivez les émotions fortes et savourez nos victoires...

La constante : avec des personnes partageant les mêmes idées, WSM continue à œuvrer pour un monde juste et inclusif.

TEXTE / Jennifer Van Driessche – PHOTOS / WSM

// 1998 - Marche mondiale contre le travail des enfants - Parcourir deux fois le tour de la Terre, soit plus de 80.000 kilomètres foulés par des pieds venus de 97 pays différents, jusqu'à Genève, pour l'ouverture de la Conférence internationale de l'OIT : telle est la folle épopée de la Marche mondiale des enfants, pour passer de l'exploitation à l'éducation. Dans ces têtes aux profils si différents, un même moteur : celui de lutter contre l'intolérable. Et un même carburant : la mobilisation, pour susciter une prise de conscience et inciter les Etats à ratifier les conventions et appliquer les lois existantes. En Belgique, Solidarité Mondiale/WSM est partie prenante d'une plateforme nationale d'organisations de ce mouvement mondial, et soutient des initiatives de sensibilisation.



// 2007 « on soigne madame Chapeau » Des militant-es, dont certains-e déguisé-es en médecins, ont couvert de pansements des statues dans six villes de Wallonie et à Bruxelles. Une action symbolique qui ponctue la campagne « la santé n'a pas de prix ? Pensons le monde... autrement ! » contre la commercialisation de la santé.

// Mondial 1998 : « droits de l'Homme, droit au but ! » En 1998, à Charleroi, de nombreuses retransmissions de matches du Mondial 1998 de football sont l'occasion de sensibiliser le public, d'une part, et d'interpeller la firme Adidas et l'Union belge de football pour qu'elles adoptent un « code de conduite », d'autre part, grâce aux cartes postales de soutien rassemblées lors de ces actions.



// Euro en Belgique : « droits de l'Homme, droit au but ! » De janvier à fin avril 2000, Solidarité Mondiale/WSM propose un tournoi de football « footballeurs, fous de valeurs », en marge de l'Euro 2000. Autour de chaque match se créent des animations pour faire pression sur les grandes marques comme Nike, Adidas ou Reebok, pour les contraindre à respecter un code de conduite dans la fabrication des vêtements de sport.

// 2008, année olympique ! - première équipe de coureur-euses pour Solidarité Mondiale/WSM aux 20 km de Bruxelles, pour des « JO propres » : l'occasion d'interpeller les grandes marques de sport sur les conditions de travail des ouvrières derrière les tenues de sport.



// BELGIQUE // Cyclo solidaire à Namur : le Mouvement se rassemble le 1er mai pour la solidarité internationale. Une aventure sportive et festive qui a duré plus de dix ans !

// INDE // Le premier ministre indien reçoit plus de 2.000 cartes postales dans sa boîte aux lettres. Par cette action, le NDWM et ses partenaires appellent à la ratification de la convention C189 de l'OIT sur le travail domestique.



// 2008 – “Les travailleurs ne sont pas des outils ! » tel était le slogan de la campagne de deux ans menée par Solidarité Mondiale/WSM, en alliance avec le CNCd-11.11.11, Oxfam ou Solsoc, ensemble avec les syndicats CSC et FGTB pour pousser à plus de travail décent dans le monde. Une immense boîte à outils et un marteau géant ont été déployés pour la clôture officielle de la campagne en 2010.

// 2012 – De 2011 à 2012, la Mutualité chrétienne et ses mouvements socio-éducatifs (Jeunesse et Santé, Altéo et l'UCP, mouvement social des aînés), et le CIEP et Solidarité Mondiale/WSM ont mené ensemble une grande campagne durant deux ans **pour faire pression sur les responsables politiques au Nord comme au Sud afin de les encourager à faire de la santé une préoccupation majeure.** Au total, près de **100.000** bracelets d'hôpital verts ont été distribués et plus de **70.000** personnes ont signé la pétition. Dans une loi votée après cette campagne, les soins de santé (et le rôle des mutuelles de santé pour un accès universel) sont devenus une des priorités des politiques de coopération internationale de la Belgique.



// CAMBODGE // Au Cambodge, le syndicat C.CAWDU est impliqué dans de grandes actions de grève et de manifestation dans le secteur textile, après une décision unilatérale des autorités d'augmenter d'à peine cinq dollars le salaire minimum alors de 90 dollars à cette époque. Une étude indépendante commanditée par le gouvernement avait calculé qu'il fallait un revenu d'au moins 170 dollars pour une famille pour vivre décemment. Une gifle pour les travailleur-euses de l'habillement, qui réclament alors un salaire minimum de 177 dollars ! La répression qui suit suscite une indignation et des pressions à l'échelle mondiale.

// AMÉRIQUE LATINE // En 2015 et 2016, en vue de défendre le droit à la protection sociale pour toutes et tous, 90.000 personnes ont soutenu une campagne d'une large alliance d'ONGs, de syndicats et de mutualités. WSM y a tenu un rôle de premier plan, avec le MOC, la CSC et la MC. Plus de 3.000 actions ont été organisées en Belgique et à travers le monde. Aussi en Amérique latine !

// PHILIPPINES // Chaque année, le jour de la Saint-Valentin, l'*Alliance of Health Workers* (AHW) organise une marche avec le slogan 'Have a heart for the public health sector' (« ayez du cœur pour le secteur public de la santé »). En 2018, alors que WSM participe à cette manifestation avec d'autres organisations partenaires rassemblées pour un séminaire, les militant-es font rouler symboliquement un train en carton – qu'ils-elles nomment alors 'President Duterte'- sur les corps d'infirmier-es qui sont étendus au sol. Suite à cette action, les représentant-es de WSM et des organisations partenaires présent-es se retrouvent sur une liste noire, et sont interdit-es d'accès sur le sol philippin.



// BELGIQUE // Lors de la sixième commémoration du Rana Plaza, un défilé de mode est organisé à Bruxelles, mais l'attention des passant-es s'arrête surtout sur les corps étendus à côté du tapis rouge...



// BELGIQUE // En amont de la Coupe du Monde de football organisée au Qatar cette année-là, où l'on déplore le décès de milliers de travailleur-euses migrant-es impliqué-es dans la construction des infrastructures et activités connexes (hotels, stades,...), WSM organise un match de football symbolique à Schaerbeek. L'équipe des travailleur-euses migrant-es est opposée à celle des multinationales, avec un arbitre sifflant constamment à l'avantage de cette dernière, symbolisant ainsi les règles du jeu injustes auxquelles sont confrontées les travailleur-euses migrant-es sur les chantiers qataris.

2019

2018

2021

// BELGIQUE // « Vous aussi, vous voulez croire aux contes de fées ? Face aux crises, pas besoin de sortilèges : il y a déjà la sécurité sociale », déclame une fée marraine dans les rues de Liège, Péruwelz, Namur et Mouscron en février 2021. « C'est notre meilleure protection face aux crises : renforçons-la ! »

2023 – Dix ans après la catastrophe du Rana Plaza au Bangladesh, une boule géante de vêtements écrase tout sur son passage dans la Rue Neuve, à Bruxelles, lors d'une action innovante portée par la plateforme achACT. Il reste trop d'améliorations à apporter dans les usines au Bangladesh, il est temps que les marques de mode prennent leurs responsabilités !

2023



VOYAGES D'IMMERSION, SEMAINES INTERNATIONALES, ACCUEILS DE PARTENAIRES, ... DES MOMENTS FORTS POUR CHANGER LES PERSPECTIVES!

Depuis des années, WSM promeut les échanges entre mouvements sociaux, dans toutes les directions.



// Voyage immersion Sud Kivu 2012



// Bangladesh 2011



// Burkina Faso 2009



// Bolivie 2012



// Manifestation 10 ans du centre fermé de Vottem Paul Blanjéan, Paradiuan & Sidi



// Formation de jeunes en Guinée sur les violences basées sur le genre



// Une des nombreuses semaines internationales organisées durant des années

PRÈS DE 30 ANS DE CAMPAGNES POUR DES « VÊTEMENTS PROPRES » !

De la lutte contre l'injustice sociale à la transition juste, du salaire de subsistance au changement de système, les campagnes fortes menées par les plateformes achACT et Schone Kleren Campagne en Belgique et en lien fort avec un réseau international ont marqué la vie associative de notre pays depuis près de 30 ans. WSM s'est impliquée dès les premières heures du mouvement en Belgique. Retour sur quelques actions marquantes.

TEXTE / Jennifer Van Driessche

1989

LES ORIGINES

Carole Crabbé, première coordinatrice de la campagne Vêtements Propres, devenue achACT, raconte :

« Dans les années 90, en Wallonie, à Bruxelles, en Flandre se constituent peu à peu deux coalitions nationales fortes autour d'un objet commun de notre vie quotidienne, le vêtement, qui interrogeait sur les effets négatifs en termes de conditions de travail et du mode de mondialisation, de globalisation qu'on connaissait à ce moment-là, suite à une volonté d'euro-péaniser une campagne lancée aux Pays-Bas en 1989, la *Clean Clothes Campaign*. En Belgique francophone, c'est Oxfam qui initie cette démarche, avec un investissement de Solidarité Mondiale/WSM dès les premières heures. Dès le départ, la volonté est forte de soutenir des luttes dans les pays de production, avec une orientation féministe assumée. »



// ACTION 1998 adidas

ANNÉES 90

LE SPORT : DES INTERPELLATIONS MARQUANTES ET MOBILISATRICES

Les événements sportifs sont un moment privilégié pour sensibiliser et convaincre les équipes, les clubs, les grandes marques et les fabricants de vêtements de sport que leur (et notre) plaisir ne doit pas se faire au détriment des travailleur-euses de l'habillement.

Carole Crabbé : « Le travail vis-à-vis des entreprises s'est organisé, notamment autour d'un code de conduite qui a été développé en 1998 pour la campagne 'défaut de fabrication'. » A Charleroi, Solidarité Mondiale/WSM organise de nombreuses retransmissions de matches, l'occasion de sensibiliser le public d'une part, et d'interpeller la firme Adidas et

l'Union belge de football pour qu'elles adoptent un code de conduite, d'autre part. 160 matches sont organisés dans des écoles et des maisons de jeunes, aussi avec des politiques à Bruxelles.

Cette ligne de conduite du sport s'est poursuivie depuis. On se souvient du kicker géant déployé sur la place Saint-Lambert à Liège en 2018 avec la commission de Solidarité Mondiale/WSM et la participation d'un représentant de Garteks, syndicat dans le secteur textile en Indonésie. Cette action a été suivie d'une interpellation des pouvoirs locaux de la ville de Liège. »



// ACTION 'Vêtements Clean' à Liège, avec Garteks (syndicat indonésien)

2013

LA CATASTROPHE DU RANA PLAZA AU BANGLADESH, UN TOURNANT ?

Carole Crabbé : « C'était une catastrophe annoncée. Si on parle de sécurité des bâtiments dans le secteur, la liste des victimes était déjà longue, suscitant l'indignation et la mobilisation. L'effondrement du Rana Plaza, qui a fait plus de 1.134 mort-es et plus de 2.500 blessé-es, a choqué l'opinion publique mondiale. Les marques se sont empressées de conclure un accord pour vérifier la sécurité des bâtiments et des travaux de réparation. Trois semaines à peine après la catastrophe, l'accord contraignant du Bangladesh était lancé. »



2015

AU CŒUR DES LUTTES : LES PRATIQUES DES ENTREPRISES

« Les entreprises de confection ont toujours été le groupe cible privilégié du réseau de la Clean Clothes Campaign. » nous explique Sara Ceustermans, chargée de plaider pour WSM. « En effet, de nombreuses violations des droits des travailleur-euses sont directement liées à leurs pratiques d'achat : elles font toujours pression sur leurs fournisseurs pour qu'ils livrent le moins cher et le plus rapidement possible. En 2015, H&M a annoncé qu'elle garantirait un salaire de subsistance à tous-toutes les travailleur-euses sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2018. Cette ambition lui a valu les éloges de tous. Trois ans plus tard, des enquêtes menées par la CCC auprès de certains fournisseurs clés de H&M ont révélé que les salaires minimums et les heures supplémentaires n'étaient pas toujours payés correctement. H&M est soudain restée silencieuse. Cela montre, une fois de plus, l'importance de la législation pour parvenir à un changement structurel. »



// CAMPAGNE achACT/SKC, Pour un salaire vital



// ACTION Rue Neuve en 2020

ET L'AVENIR ?

LES DÉFIS NE MANQUENT PAS !

Hannelore Hillesum, WSM, nouvelle coordinatrice de la *Schone Kleren Campagne* : « La crise climatique et environnementale génèrent des conséquences désastreuses pour les travailleur-euses et l'industrie de l'habillement : lieux de travail surchauffés et dangereux, inondations, exposition à des produits chimiques dangereux et à la pollution de l'air et de l'eau... Cette situation ne fera que s'aggraver au fur et à mesure que les crises s'intensifieront dans les années à venir.

Le modèle d'entreprise axé sur le profit et la croissance, qui fonctionne sans se soucier des réglementations en vigueur, est à l'origine des violations des droits des travailleur-euses et de l'énorme fardeau qui pèse sur le climat et l'environnement. Ce modèle d'entreprise exploiteur et destructeur doit se transformer. **Ce sont ces défis immenses qui nous mobiliseront dans les prochaines années.**

Pour les relever, nous avons besoin d'une solidarité internationale tout au long de ces chaînes de valeur. Ce n'est qu'à cette condition que nous serons suffisamment fort-es pour faire entendre la voix de tous-toutes les travailleur-euses. »



CHEA TIDA, militante de CCAWU, principal syndicat indépendant au Cambodge dans le secteur textile:

« J'ai observé qu'il y avait beaucoup de changements au Cambodge. Dans mon usine, nous avons obtenu des avantages supplémentaires pour les femmes. Les travailleur-euses bénéficient désormais d'une sécurité sociale plus solide et d'un régime d'assurance contre les accidents du travail. Cela a fait une très grande différence. Voir le changement, même minime, est une source d'inspiration qui m'incite à aller de l'avant. »

ATHIT KONG, président de la confédération syndicale CLC au Cambodge:

« Nous luttons ensemble (hommes et femmes) sur tous les fronts. On ne peut jamais gagner seul-e. Les syndicats du monde entier, et les gens qui désirent soutenir les travailleur-euses, doivent partager les bonnes leçons et les bonnes expériences entre eux-elles et avec les autres. Nous devons unir nos forces et nos moyens afin de devenir plus fort-es. C'est la leçon que j'ai apprise personnellement. Nous devons travailler ensemble. »

DE « L'AIDE INTERNATIONALE » À « LA COOPÉRATION INTERNATIONALE » ?

TEXTE / Luc Dusoulier

Notre monde change. L'aggravation sans précédent des inégalités et les urgences écologiques actuelles imposent de nouvelles questions. Quelles doivent être les contours de notre action internationale à l'aune de ces défis ? Comment consolider et régénérer la coopération internationale ? Répondre à ces questions me semble une exigence éthique autant que d'efficacité.

QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES :

La solidarité ouvrière est constitutive du combat de la classe ouvrière. Elle s'est d'emblée exprimée en débordant des frontières nationales. Les migrations massives de travailleurs-euses européennes du XIXème siècle en ont constitué un des principaux ferments. Elles accoucheront des premières internationales ouvrières.

Vers la moitié du XXème siècle, après 5 siècles de domination et d'exploitation coloniale, les peuples du Sud secouent le joug et conquièrent leurs indépendances. La solidarité politique d'organisations sociales et politiques européennes marquera cette époque.

Dans la foulée, les années 60 ont ouvert la voie à des solidarités plus sociales que politiques. De manière générale, ces nouvelles formes de solidarité internationale se sont construites sur une vision du développement socio-économique en vue de garantir au plus grand nombre le bien-être matériel. Elles postulaient qu'à terme, de nouveaux Etats sociaux pourraient émerger et garantir une certaine redistribution des richesses via des modèles d'Etats-Providence comme en Europe. Le tout n'étant qu'une question de temps, selon l'idéologie du « rattrapage ». Cet espoir ne s'est pas réalisé.

L'effondrement et/ou l'érosion des formes de résistances au capitalisme au XXème siècle ont ouvert un boulevard à l'accélération de la mondialisation économique portée par l'idéologie néo-libérale dès le début des années 80. Le discours de coopération se centrera alors sur les droits

humains (et un accent particulier sur les droits formels, la démocratie politique, les Etats de droit) et priorité sera donnée à l'approche humanitaire. Au lieu d'agir « avec », il devient urgent d'agir « pour » ou « au nom de » illustré notamment par le fameux « devoir d'ingérence ». Qu'elle se traduise par des micro-projets ou des mégaprojets aux montants considérables (comme à l'occasion du tremblement de terre en 2010 à Haïti), les résultats sont décevants, et se traduisent souvent par un affaiblissement des structures difficilement mises en place par les Etats concernés¹. Cet agenda libéral postulait à terme l'émergence de nouveaux Etats de droit, avec élections, ordres constitutionnels démocratiques, respect des minorités... Faute des nécessaires bases matérielles à l'émergence de tels états, cette vision reste une fiction. Mais elle donnera à l'Occident la légitimité d'un gendarme de la planète, porteur des causes humanitaires et seul capable de voler au secours de populations captives d'Etats voyous ou faillis...

Les guerres menées en Irak, en Syrie, en Lybie et la défense inconditionnelle d'Israël ont érodé cette légitimité occidentale. Le XXIème siècle amène de nouveaux débats.

La crise alimentaire de 2008 accompagnée d'émeutes de la faim a suscité de vives inquiétudes. « La crise climatique a déjà des effets considérables sur le nombre de personnes déplacées internes.² »

LA QUESTION DU CHANGEMENT DE MODÈLE :

Cette question se repose avec force, et avec elle, la possibilité d'une autre politique de solidarité et des conditions de son déploiement. Car des populations entières, déjà à la limite de la survie, se trouvent au bord du gouffre. A la question des conditions sociales nécessaires à la mise en place de politiques sociales, s'ajoute celle de l'environnement naturel dans lequel on évolue. La solidarité pour un développement durable constitue aujourd'hui un préalable aux solidarités humanitaires et/ou sociopolitiques. Reste qu'une grande vigilance s'impose là encore. L'agenda de la transition écologique, conçu par les pays riches, ne correspond pas forcément à celui des pauvres. Si chez nous, le dépassement des énergies fossiles semble prioritaire, ailleurs, les enjeux quotidiens restent l'accès à l'eau potable, l'électricité, la sécurité alimentaire. La course aux métaux rares, corollaire inévitable de la transition écologique versus pays riches, se traduit dans les pays pauvres par l'épuisement des sous-sols, la recrudescence de l'extractivisme, la destruction de la biodiversité des espèces.

Pour nous-mêmes, l'exigence permanente de consolider, d'ajuster et de revoir nos positionnements :

C'est dans cette histoire que l'action internationale de notre Mouvement s'est inscrite. Et c'est au cœur de ces nouveaux défis que notre ONG, WSM, fête ses 50 ans. L'action internationale des organisations ouvrières chrétiennes belges ne commence pas avec WSM. Mais en créant l'ONG commune il y a 50 ans, la CSC d'abord, suivie peu à peu par l'ensemble du Mouvement, a voulu doter le Mouvement d'un outil spécifique qui devait renforcer les synergies. L'ADN qui a toujours déterminé notre stratégie est l'impératif de changements structurels durables et le rapport de forces créé par les

mouvements sociaux, leur capacité à se coaliser pour se renforcer. C'est ainsi qu'il nous faut continuer le combat en renforçant nos capacités de comprendre les causes, racines des situations que nous dénonçons, de rompre avec l'idéologie du rattrapage, trop souvent encore sous-jacente de la coopération internationale même dans les organisations sociales et la gauche européenne, de faire l'effort de voir et comprendre le monde pas uniquement avec nos lunettes occidentales, de nous décentrer et renoncer à une posture hégémonique qui, quoiqu'on veuille ou en dise, reste encore trop présente dans le quotidien de notre travail.

« L'ADN qui a toujours déterminé notre stratégie est l'impératif de changements structurels durables et le rapport de forces créé par les mouvements sociaux, leur capacité à se coaliser pour se renforcer. C'est ainsi qu'il nous faut continuer le combat. »

Luc Dusoulier



1 Lire « Le cadeau empoisonné, ONG et soins de santé à l'Est du Congo », Ed. Couleur Livres 2014

2 Info ONU 04.08.2019

UNE IDENTITÉ VISUELLE AU SERVICE DU CHANGEMENT

Depuis ses débuts, WSM a traversé un long chemin en adaptant non seulement ses actions, ses messages mais aussi son image visuelle. L'évolution de ses logos et campagnes reflète une transformation profonde de l'organisation, marquée par une volonté croissante de se positionner comme un acteur global du changement social en phase avec les enjeux de notre époque.

UN LOGO NAISSANT DANS UN CONTEXTE D'URGENCE SOCIALE

Les premières années de WSM, anciennement connue sous le nom de Solidarité Mondiale, se sont déroulées sans logo distinct. Ce n'est qu'après un certain temps que l'organisation a symbolisé son action internationale à travers un visuel fort. Le premier logo, utilisé dès les années 1990, était simple, en noir et blanc, représentant des mains jointes. Il illustrait l'esprit de solidarité et de coopération internationale, des valeurs au cœur des missions de WSM. Avec son slogan, « **Ensemble contre l'injustice sociale** », la campagne véhiculait un message clair mais plutôt centré sur l'aide et la solidarité avec les mouvements sociaux en lutte.

Le logo, bien que simple et dépouillé, faisait écho à une époque où la notion de partenariat international prenait forme mais restait majoritairement perçue comme une aide du "Nord" vers le "Sud", basée sur la bienfaisance et la compassion.

UN VIRAGE EN COULEURS : LA MONTÉE EN PUISSANCE DU COLLECTIF

En 2007, WSM décide d'adopter un nouveau logo bicolore. En 2013, les réflexions s'approfondissent sur la vision de l'organisation pour le futur. Cela se reflète dans le slogan de la campagne de 2013-2014 : « **Les mouvements sociaux, ça bouge !** ». Ce nouveau visuel s'éloigne des anciens stéréotypes, marquant une rupture avec l'imagerie traditionnelle de la charité. Désormais, l'accent est mis sur le **potentiel collectif** et la force des mouvements sociaux.



Les campagnes de cette période sont plus diversifiées, utilisant des portraits pour illustrer la pluralité des visages de la solidarité. Cette approche souligne le passage d'une solidarité unidirectionnelle à une collaboration entre égaux, dans laquelle chaque individu compte, peu importe son origine. En tant que pionnière, WSM fait de cette évolution visuelle une déclaration forte : **la diversité et la coopération sont au cœur de la transformation sociale.**



UNE IDENTITÉ VISUELLE AU SERVICE D'UNE VISION PARTAGÉE

L'organisation est passée d'une conception de l'aide internationale basée sur l'aide à une vision où **les mouvements sociaux sont des partenaires égaux, complémentaires** dans la lutte contre les injustices mondiales. Cette transition se traduit par des choix visuels qui incarnent le dynamisme, la diversité et l'espoir d'un monde plus juste.

À travers cette refonte visuelle, WSM ne fait pas que changer de look : elle réaffirme son engagement à faire partie d'un mouvement global capable de faire "changer la donne" en unissant les forces à travers les continents.

2019 : UNE IDENTITÉ GLOBALE ET MODERNE

Le changement majeur arrive en 2019, lorsque WSM dévoile une toute nouvelle identité visuelle, et adopte un logo unique sur tous les continents : **WSM - We Social Movements**. Ce nouveau positionnement incarne l'idée que la solidarité internationale **ne peut plus être vue comme une relation Nord-Sud, mais comme une lutte commune face aux défis mondiaux**. Le slogan qui accompagne ce rebranding, « **Make change happen** » ("changeons la donne", en français), traduit cette volonté de mobilisation globale pour un changement systémique.

Le nouveau logo, avec des lignes épurées, marque la transition de WSM vers une organisation moderne et internationale. Il n'est plus seulement question de soutenir des populations vulnérables, mais de les mobiliser en tant qu'acteur-trices de changement et de créer des **mouvements sociaux globaux**.

LEADER SYNDICAL

“Une action réussie dans un pays peut en inspirer d’autres.”

FRANCIS KIKONGI - CSC - RD CONGO

CONSTRUIRE UN CONTRE-POUVOIR

« Des personnes viennent de loin en RD Congo pour travailler dans des conditions terribles dans les mines, souvent sans permis de travail ni aucune autre forme de protection. Et pendant ce temps-là, de grandes entreprises étrangères réalisent des bénéfices inimaginables.

Ces dernières années, notre pays a procédé à une révision de la réglementation relative aux concessions minières. Nous avons saisi cette occasion pour renforcer les droits des mineurs, mais malheureusement, cela n'a été que très limité.

Le gouvernement voit bien que les entreprises minières réalisent des profits, mais il ne voit pas que cela se fait au détriment de celles et ceux qui effectuent le travail.

Nous travaillons actuellement à la ratification de la Convention 176 de l'OIT (Organisation internationale du travail), qui établit un cadre pour la sécurité et la santé dans les mines. Échanger au niveau international sur les stratégies pour faire pression sur le gouvernement est très important. Une action réussie dans un pays peut en inspirer d'autres.

Mais nous devons oser voir plus loin. En tant que syndicats, nous luttons avec des armes inégales à celles des entreprises. Pour affronter les puissants acteurs économiques internationaux, il vaut mieux unir nos forces et former un front uni avec tous les mineurs. En élevant notre lutte au niveau international et en collaborant avec d'autres organisations de la société civile qui défendent les droits humains. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire un contre-pouvoir suffisant. »

La formation est un pilier important du travail de WSM depuis cinq décennies. D'un simple “transfert” de connaissances, l'accent s'est déplacé vers l'échange, l'apprentissage mutuel et la coopération. Nous avons demandé à deux dirigeants syndicaux qui ont participé à l'atelier organisé à Saly, au Sénégal, fin 2021, ce que cela signifiait concrètement. Des délégations du secteur minier de huit pays y ont passé une semaine à discuter entre elles et avec des expert-es.

“Grâce aux échanges internationaux sur les bonnes pratiques, nous pouvons déployer un meilleur travail syndical.”

KODJOVI SÉDONOU IGOR - SYDEMINES - TOGO
UN GERME DE CHANGEMENT

« Ce que Francis a partagé pendant l'échange m'a profondément touché. Cela m'a aidé à comprendre que notre travail syndical va bien au-delà de la lutte pour un salaire décent ou des conditions de travail sûres pour les travailleurs du secteur minier. Il s'agit de bâtir une société où chaque personne peut mener une vie digne, tout en respectant l'environnement. Cela concerne tous-tes les citoyen·nes. Une gestion responsable de nos ressources naturelles contribue à améliorer la vie des gens ordinaires.

Après cette semaine d'échange, je suis rentré chez moi doublement

motivé. Nous avons cherché à coopérer avec le syndicat des inspecteurs des mines pour leur permettre d'effectuer des inspections plus ciblées. Plus d'inspections et plus approfondies sont nécessaires, mais les moyens manquent. Nous nous sommes rendus ensemble chez le ministre du Travail pour plaider la ratification de la Convention 176 de l'OIT. Une demande commune est plus forte, et depuis, nous continuons à travailler ensemble.

Un autre point concerne le grand nombre de mineurs dans le secteur artisanal informel. Nous y voyons encore plus de mauvaises conditions

de travail et de traitement salarial que dans les entreprises officielles. Le secteur a ses propres dynamiques. En échangeant les bonnes pratiques au niveau international, nous pouvons mieux répondre aux besoins et y développer une activité syndicale.

Il est nécessaire de se réunir régulièrement. Pour voir où nous en sommes, où il y a des progrès, où se trouvent les obstacles. Pour mieux nous adapter aux évolutions. C'est ainsi que germe le changement sur le terrain. »

WSM 50 years of CHANGE



À suivre
sur wsm.be...

... et sur toutes
nos plateformes !



50 ANS D'ACTIONS 50 ANS ENSEMBLE

50 femmes et hommes sont cette année les visages de tous ces changements portés par les mouvements sociaux sur quatre continents, avec le soutien de WSM depuis 50 ans. Ils-elles nous racontent les changements qui les ont marqué·es, et les raisons pour lesquelles avec leurs mouvements, la lutte continue !



« Une condition essentielle à la santé est d'avoir un revenu décent. Sans cela, les cotisations restent inabordables. C'est pourquoi les mutuelles de santé investissent dans des activités génératrices de revenus, comme les coopératives agricoles. »

PROTECTION SOCIALE POUR TOUS·TES : LE RÔLE DES MUTUELLES DE SANTÉ

« BÉNÉFICES ET ESPOIR »

Les mutuelles de santé assurent l'accès aux soins médicaux dans de nombreux pays, pour des millions de personnes. Elles contribuent non seulement à la santé, mais plus globalement à la protection sociale et finalement au bien-être de toute la population. « Bénéfices et espoir forment une base qui conduit à de réels changements dans la société », résume Aïssatou Barry en Guinée. Voilà pourquoi WSM et MC-CM investissent, depuis une trentaine d'années déjà, dans les mutuelles de santé dans plusieurs pays en Afrique.

TEXTE / Valère Koffi-Pihoun et Mia Vandenberghe – PHOTOS / WSM

« Les résultats sont là, néanmoins les défis restent multiples. » C'est le bilan de **Aïssatou Barry** de DynaM en Guinée et de **Henri Kamvunze** de POMUCO en République démocratique du Congo (RDC). **Jean-Pierre Descan** de MC-CM en Belgique le confirme.

LES DÉBUTS

Aïssatou Barry : « Les débuts se situent en 1992. Après une large étude et l'installation de la structure PRIMA, deux mutuelles de santé ont été mises en place. Dans la foulée est née DynaM, qui a pour objectif d'appuyer ces systèmes de micro assurance de santé. Depuis, DynaM joue un rôle crucial en Guinée : les groupes locaux travaillent sans relâche pour améliorer l'accès aux soins de santé, même dans les zones reculées. Les femmes surtout sont souvent étranglées par le poids des dépenses, y compris celles de la santé. Pour soigner un membre malade, elles s'endettent, ou la famille se voit obligée de vendre une partie de ses biens précieux. C'est pour ces gens, dont la grande majorité n'a pas d'emploi formel donnant accès à la sécurité sociale, qu'on est là. »

Henri Kamvunze : « En RDC, tout est parti de la loi mutualiste de 1958 qui s'occupait uniquement des Belges. Vingt ans plus tard seulement, des communautés, des églises, des groupes de professionnel·les prennent l'initiative de mettre en place des mutuelles de santé, qui permettront aux Congolais·es d'accéder aux soins de santé de qualité à moindre coût. Aujourd'hui, la RDC compte 129 mutuelles avec environ 300.000 d'ayant-droits. POMUCO regroupe cinq organisations qui assure l'encadrement. »

LE VRAI POUVOIR

Henri Kamvunze : « Compte tenu des circonstances très difficiles dans lesquelles elles opèrent, les mutuelles de santé en RDC ont des résultats notables. L'accès aux soins est nettement amélioré. »

Aïssatou Barry : « Au début, le problème semblait être le manque de moyens financiers, pour lequel un système de prépaiement était une solution de bon sens. Là où les mutuelles de santé se développent, l'accès à des soins de qualité s'améliore. Mais il y a plus. Les hommes et les femmes

qui gèrent la mutuelle de santé acquièrent des compétences qui leur permettent d'être des interlocuteur·trices valables. Soudain, les patient·es s'aperçoivent qu'en s'unissant, on peut exercer une influence. Ensemble, on contribue à l'amélioration de la qualité des soins de santé. On peut même influencer le monde politique. C'est là le vrai pouvoir des mutuelles de santé. Elles agissent comme des plateformes de développement communautaire, basées sur la solidarité. »

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Henri Kamvunze : « La plupart des mutuelles professionnelles qui fonctionnent aujourd'hui ont bénéficié d'un appui ou d'une collaboration avec la coopération internationale. Cela a aussi impulsé la professionnalisation des mutuelles. »

Aïssatou Barry : « La coopération internationale donne ainsi plus de poids à ces initiatives locales. Une vision commune entre les partenaires de la coopération internationale et les acteurs de la société civile est très impor-



tante, sans cela on ne peut pas réaliser de vrais changements sociétaux. »

CARTE D'IDENTITÉ

« Une vision partagée est effective-ment très importante », affirme Jean-Pierre Descan. « Les grands défis mondiaux en termes de santé concernent chaque personne, où qu'elle se trouve : les inégalités so-ciales, le manque d'emploi décent et d'éducation, l'insuffisance de nourri-ture et de médicaments, le change-ment climatique et les catastrophes naturelles, les maladies contagieuses ainsi qu'un accès limité à des soins de qualité... Nous avons tout intérêt à aborder ces problèmes ensemble. Voilà pourquoi les mutuelles de santé coopèrent au-delà des frontières. Nous essayons d'étendre cela à tous les niveaux, par exemple avec des groupes de volontaires en Belgique. Ensemble, nous sommes plus fort-es, mais nous pouvons aussi apprendre beaucoup les un-es des autres. Au fil des années, le besoin de développer un outil de tra-vail commun est apparu. Car cela peut paraître étrange, mais demandez à cinq personnes de différentes régions

du globe ce qu'est une mutuelle de santé, on obtiendra à coup sûr cinq réponses différentes. La carte d'identi-té élaborée par l'ANMC, WSM et des partenaires mutualistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine est l'abou-tissement d'une réflexion profonde sur leur rôle et leur mission, ce qui aide à travailler ensemble dans un contexte international. »

MULTIPLES DÉFIS

Travailler ensemble sur des objectifs communs, c'est le point de départ. En Afrique, un objectif concret est la CSU ou Couverture sanitaire universelle, qui garantit que chaque personne puisse compter sur les services de santé né-cessaires, sans être exposée à des difficultés financières. C'est un objectif stratégique des pays africains d'ici 2030. Malgré cela, la situation sur le continent africain reste désastreuse : 615 millions de personnes, soit environ la moitié de la population continentale, n'en bénéficient pas.

Aïssatou Barry : « Derrière ces chiffres, il y a la lutte quotidienne de toutes ces personnes pour qui une visite médi-

cale est trop chère ou trop éloignée. Les mutuelles de santé se donnent un rôle clé dans la réalisation de la CSU et, plus largement, dans la réali-sation d'une base de protection sociale. » Les résultats sont là, mais les défis restent majeurs.

Henri Kamvunze : « Certaines initia-tives s'éteignent après une courte période, confrontées à de multiples problèmes : la pauvreté, l'attitude face au risque, l'information insuffi-sante des populations, la méfiance envers l'intégrité des gestionnaires, le faible taux de couverture, le manque d'accompagnement par l'État, l'adhésion volontaire... Les mutuelles n'arrivent pas toujours à atteindre une taille suffisamment grande, et la professionnalisation manque... Avec l'installation de PO-MUCO, un énorme progrès a été fait dans l'encadrement technique. Mais l'expansion des mutuelles de santé reste lente à cause de facteurs ex-ternes qui freinent leur développe-ment. »

Aïssatou Barry : « Le gouvernement doit nous reconnaître comme acteur clé pour améliorer la santé de cha-cun-e. Nous avons besoin d'un cadre législatif, qui nous donne non seule-ment une légitimité, mais aussi les moyens financiers pour élargir la couverture des mutuelles de santé à travers le pays. L'État devrait nous appuyer à travers des subventions au moins pour l'appui technique. Pour arriver à ce but, il est important de mobiliser le monde politique, mais aussi l'ensemble de la population. Il n'y a que comme cela que notre influence pourra grandir. »

Henri Kamvunze : « Des subventions appropriées sont indispensables pour combler le déficit entre les cotisations que les gens sont en mesure de payer et le coût réel des soins. De l'autre côté, une condition essentielle à la santé est aussi d'avoir un revenu dé-cent. Sans cela, même les cotisations restent inabordables. C'est pourquoi les mutuelles de santé investissent dans des activités qui permettent aux gens d'augmenter leur revenu. Il y a pas mal de coopératives agricoles où on cultive des légumes, il y a l'élevage d'animaux tels que les lapins... »

PLUS FORT ENSEMBLE

C'est clair : la santé est bien plus large que les soins de santé. Pour améliorer la santé des populations, il faut donc regarder au-delà du secteur des soins de santé.

Jean-Pierre Descan : « Il faudrait sys-tématiquement tenir compte des conséquences sanitaires dans toutes les décisions politiques. C'est ce qu'on appelle la Santé dans toutes les poli-tiques, un concept adopté par l'Orga-nisation mondiale de la Santé (OMS). Par exemple, un décès sur huit dans le monde est lié à l'exposition à la pollu-tion de l'air. Un ministère de la santé ne peut combattre seul ce problème. Une collaboration avec de nombreux secteurs est indispensable. Cela compte aussi pour la société civile. C'était aussi l'idée derrière la création il y a quinze ans du réseau INSP!R, le réseau international pour les droits à la protection sociale. On y trouve tous les partenaires de WSM représentés. Dans chaque pays, par région et au niveau international. Ainsi, les différentes organisations à travers le monde se complètent et unissent leurs forces. »



Aïssatou Noumou Barry, secrétaire générale de DynaM (Dynamique Mutualiste) – Guinée



Maître Henri Kamvunze, secrétaire exécutif de POMUCO (Plateforme des Organisations promotrices des Mutuelles de santé du Congo) – RDC



Jean-Pierre Descan, directeur du Service Coopération internationale de MC-CM – Belgique

Aïssatou Barry : « Le réseau INSP!R est notre forum pour les actions poli-tiques. Là, des mutuelles de santé, des syndicats, des organisations de femmes, de jeunes et de défense des droits humains unissent leurs forces afin d'imposer des changements aux gouvernements et aux entreprises. »

JUSTICE SOCIALE

Aïssatou Barry : « En tant que mou-vement social qui travaille sur le droit à la santé et à la protection sociale, nous sommes profondément ancré-es dans la société civile. Non seulement pour rappeler les gouver-nements à leurs responsabilités, mais en établissant des mutuelles de santés performantes et combattives, on démontre qu'une couverture de santé universelle n'est pas uto-pique. »

Jean-Pierre Descan : « Promouvoir la solidarité, faire pression sur le gouver-nement pour qu'il mette en place une protection sociale durable et inclusive, également pour les groupes vulnérables, voilà ce qu'on a en com-mun. En travaillant ensemble, au-delà des frontières, nous construisons une protection sociale qui n'exclut per-

sonne, indispensable pour une véritable justice sociale. »

RÉUSSITE

Henri Kamvunze : « Nous investis-sions beaucoup dans le développe-ment de l'offre. Et les activités qui génèrent un revenu améliorent la capacité contributive de la popula-tion. Cela garantit une meilleure cou-verture pour les personnes qui tra-vailent dans le secteur informel. Ces choses-là donnent de l'espoir... »

Aïssatou Barry : « Je rêve que nos dirigeant-es politiques considèrent la protection sociale comme une priori-té pour le bien-être de la population et que le rôle des mutuelles de santé soit reconnu à cet égard. Qu'un jour, toutes les communautés africaines aient accès à la protection sociale. Nous en sommes encore loin, mais je vois que nous apportons bénéfices et espoir. Notre grande réussite est la reconnaissance et l'engagement des populations elles-mêmes. »

Une chose est claire : tant en RDC, en Guinée, en Belgique ou dans d'autres pays, le travail n'est jamais terminé.

ZAFRULLAH CHOWDHURY

GK, Bangladesh

Zafrullah Chowdhury était un militant bangladais de la santé publique. En 1971, pendant la guerre de libération, il a dirigé un hôpital de campagne pour les combattant·es de la liberté blessés·es et les réfugiés bangladais·es, dans l'État de Tripura, en Inde. Le personnel, très motivé, comprenait quelques médecins, des étudiant·es en médecine et plusieurs bénévoles. Des femmes des environs, sans expérience préalable en matière de soins de santé, ont été formées en quelques jours pour aider les patient·es.

Après l'indépendance, l'hôpital de campagne a été transféré à Savar, à quelques 40 km au nord de Dhaka. C'est là que Zafrullah a fondé le « Gonoshasthaya Kendra », le « Centre de santé du peuple », en se basant sur deux principes fondamentaux qui continuent à guider le travail de GK.

Tout d'abord, le sort des pauvres décide de la foi du pays. « Lorsque l'indépendance est devenue une réalité en 1971, j'ai dit à tout le monde que les pauvres étaient également nécessaires pour reconstruire le pays. La foi des pauvres est la foi du pays. S'il·elles ont foi en l'avenir, leur pays a un avenir. »

Deuxièmement, le développement du pays dépend du développement des femmes. Il était convaincu qu'aucun développement ne serait possible sans la participation pleine et effective des femmes. Dans leur première véritable base, ces six tentes à Savar, le Dr. Chowdhury a

formé 600 jeunes filles pour qu'elles deviennent infirmières. C'était une action révolutionnaire. Les fondamentalistes religieux, en particulier, ont été scandalisés par le fait que des jeunes filles aient pu bénéficier d'une éducation. En outre, ils ont envoyé ces filles à vélo, sans voile (burka), dans les villages pour travailler comme auxiliaires médicales. Au début, certaines des ambulancières de GK ont été agressées physiquement. Heureusement, GK a pu s'en servir comme outil de sensibilisation, en expliquant aux hommes que le travail d'auxiliaire médical·e présentait de nombreux avantages, et le vélo est rapidement devenu la carte de visite des auxiliaires médicaux·ales.

Le travail de Chowdhury dans le domaine du contrôle de la population lui a valu, en 1977, le prix inaugural du Jour de l'Indépendance, la plus haute distinction civile du Bangladesh. Il s'est également fait connaître pour le rôle moteur qu'il a joué dans la formulation de la politique nationale du Bangladesh en matière de médicaments en 1982, qui a fait du Bangladesh un pays exportateur de médicaments. Il est décédé en 2022.

#50YearsOfChange
#WSM50
#ChangeonsLaDonne

UN DIALOGUE POUR UN CHANGEMENT DURABLE

Dans une démocratie saine, il est essentiel que la société civile engage un dialogue avec le gouvernement et les entreprises sur les choix que nous devons faire en tant que société. Chacun a son propre rôle à jouer et ensemble, nous avons la responsabilité d'améliorer notre société. En cherchant ensemble des solutions, nous lions différents intérêts (et souvent opposés), favorisons le consensus sur des questions sociales et renforçons le soutien aux choix politiques. Pour nous, c'est la meilleure façon de construire un changement durable et systémique.

TEXTE / Bart Verstraeten et Santiago Fischer - PHOTOS / WSM

UNE APPROCHE
INFAILLIBLE ET
EFFICACE

Cette conviction n'est pas un rêve ou un idéal utopique. Un élément essentiel de la mission de l'Organisation internationale du Travail (OIT), fondée en 1919, est la promotion de la justice sociale, pierre angulaire d'une paix universelle et durable. Comment l'OIT œuvre-t-elle à cela ? Unique organisation tripartite des Nations unies depuis 1919, elle réunit les gouvernements, les employeurs et les travailleur-euses de 187 États membres

pour négocier et adopter des normes (internationales) du travail, contrôler leur respect, développer des politiques et élaborer des programmes qui favorisent le travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes dans le monde entier. Les trois parties le font sur un pied d'égalité ; la voix de chacune est égale. Depuis plus de 100 ans !

S'ADAPTER ET
CONTINUER

Luc Cortebeek, ancien président de l'ACV, est un expert de la maison. Il a

participé pendant de nombreuses années aux plus hauts organes décisionnels de l'OIT, d'abord en tant que vice-président puis en tant que président du Conseil d'administration. « L'OIT a dû s'adapter à plusieurs reprises et elle devra continuer à le faire. C'est ainsi qu'elle prouve sa flexibilité et sa résilience.

L'OIT a traversé bien des épreuves au cours de ces 100 ans : périodes de guerre (froide) et de paix, de croissance et de récession, de mondialisation et d'individualisation. Elle a toujours à se tenir debout, et cela est, en grande partie, grâce au dialogue social entre les trois parties. »¹

Une fois lancé, Luc aime raconter l'anecdote selon laquelle le président de chaque groupe (gouvernements, employeur-euses et travailleur-euses) à l'OIT reçoit une clé. C'est un symbole. Les clés correspondaient autrefois à la serrure en trois parties de la porte donnant accès à l'ancien siège de l'OIT à Genève.

« Lorsque les trois acteurs tournent la clé ensemble, une étape est franchie vers la justice sociale. Une belle et pertinente image de l'importance du dialogue qui doit être mené ensemble et en lien pour parvenir à des solutions collectives. »

1 Si vous désirez mieux connaître l'OIT et le travail passionnant qu'elle a réalisé ces 100 dernières années, nous vous recommandons le livre écrit par Luc Cortebeek « Il y a encore du travail », publié aux éditions Lannoo à l'occasion du 100e anniversaire de l'OIT, disponible en néerlandais, français, anglais et espagnol

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DU TRAVAIL ANNUELLE

La Conférence internationale du Travail est le grand événement annuel de l'OIT à Genève. C'est le moment où les normes du travail, les conventions contraignantes et/ou les recommandations (non contraignantes) sont négociées. C'est le moment où la Commission de l'Application des Normes convoque chaque année 24 pays pour des violations de conventions existantes. C'est le moment où des discussions sur des thèmes spécifiques sont menées dans le but de développer de nouvelles initiatives politiques.

Depuis 2008, l'ACV-CSC et WSM ont développé une collaboration unique. Notre objectif commun est d'enrichir les débats lors de la Conférence à Genève avec la voix d'autres mouvements sociaux, experts des thèmes à l'ordre du jour.

Bart Verstraeten a déjà participé à la Conférence à plusieurs reprises, d'abord en tant que secrétaire politique et maintenant en tant que directeur général de WSM.

« Nous avons trouvé un modus operandi qui est 'gagnant-gagnant' pour toutes les parties. Nous reconnaissons que le dialogue social est le domaine exclusif des partenaires sociaux et du gouvernement. Il ne s'agit donc pas que d'autres organisations de la société civile y interfèrent. Nous visons plutôt une fertilisation croisée maximale. Nous impliquons les mouvements sociaux ayant une expérience et une expertise pertinentes dans la préparation et le suivi de la Conférence. Lors de la préparation, nous échangeons également avec les collègues de l'ACV-CSC

LES TRAVAILLEUR-EUSES DOMESTIQUES SONT
DES TRAVAILLEUR-EUSES COMME LES AUTRES !

C'est le 16 juin 2011 que la Convention 189 et la Recommandation 201 sur un travail décent pour le personnel domestique ont été approuvées lors de la Conférence internationale du Travail à Genève. Peut-être vous souvenez-vous encore des visages rayonnants de Sœur Jeanne Devos, Pia Stalpaert et Luc Cortebeek ? Une majorité écrasante s'était prononcée : le personnel domestique est composé de travailleur-euses comme les autres, et jouissent donc des mêmes droits que toutes les autres catégories de travailleuses et de travailleurs.

Luc Cortebeek : « Je suis toujours fier du processus que nous avons mis en place à l'époque avec WSM. Nous avons très bien préparé cette consultation tripartite entre gouvernements, employeur-euses et travailleur-euses. Nous pouvions alors compter sur l'expertise interne de l'ACV-CSC Alimentation et Services et de La Ligue des Travailleuses domestiques, liée à l'ACV-CSC de Bruxelles. Et grâce à WSM, nous avons pu établir le lien avec d'autres mouvements sociaux qui organisent activement les travailleurs et travailleuses domestiques : le National Domestic Workers Movement (NDWM) en Inde, le mouvement de jeunes JOC au Pérou et le syndicat CNT au Niger. Toutes ces personnes ont porté la voix de ces travailleur-euses dans les négociations. De cette manière, nous avons lié le local à l'international ! »

et d'autres syndicats. Ils apprennent ainsi à se connaître et à comprendre les réalités et les expériences des uns et des autres, ce qui leur permet de rechercher ensemble les points clés à défendre à Genève. Pendant la Conférence, les rôles et la répartition des tâches sont clairs. L'ACV-CSC prend la parole pour les travailleur-euses et défend les positions de l'ACV-CSC. En même temps, il y a une consultation permanente entre ces collègues et la délégation plus large de WSM. La position commune que WSM et ses partenaires ont élaborée à l'avance sert de ligne directrice. »

Pendant les débats, les différents collègues se consultent en permanence pour décider qui va faire du plaidoyer sur quels points.

« WSM est très satisfaite de cette collaboration car c'est un véritable enrichissement pour toutes les parties. Pour les mouvements sociaux qui se rendent à Genève, c'est une occasion unique de partager leurs expériences et leurs idées lors d'une réunion internationale de haut niveau. Grâce à la solide réputation de l'ACV-CSC, WSM et les organisations partenaires établissent facilement des contacts utiles. Ceux-ci sont souvent très pertinents pour le suivi. »



// Commission des normes. Samory Beye, CLTM, dénonce les violations des droits du travail en Mauritanie.



// Zuliana Lainez, syndicat des journalistes, ANP, Pérou, devant le Palais des Nations.



// De gauche à droite : Luc Cortebeek, Guy Rider, Martine Le Garroy, Marc Leemans.



// Participation de WSM et des organisations de partenaires à la Conférence internationale du Travail en 2018.



// Focus sur la violence au travail avec une délégation des syndicats indonésiens en 2018.



// Participantes à la Conférence : NDWM et la Marche mondiale des Femmes.

// L'OIT fêtait ses 100 ans en 2019.



// 2016 : ensemble pour une chaîne de production durable avec une délégation de la Clean Clothes Campaign.

Santiago Fischer coordonne le service de plaidoyer et d'études à WSM.

« Supposons que vous venez de passer 2 ans à négocier un travail décent pour le personnel domestique et que la Convention 189 et la Recommandation 201 ont été adoptées. Ensuite, le travail sur le terrain commence car il faut amener les gouvernements nationaux à ratifier cette nouvelle Convention et à la transposer en législation nationale. Nos partenaires organisent souvent un séminaire pour inscrire cette ratification à l'ordre du jour politique. Nous pouvons alors très facilement faire appel aux hauts fonction-

naires de l'OIT pour renforcer ce message. »

NOUS RECONNAISSONS L'EXPERTISE DE CHACUN

Marc Leemans, ancien président de l'ACV-CSC, qui a poursuivi la coopération avec WSM en reprenant le flambeau de la présidence de Luc Cortebeek.

« Pour l'ACV-CSC, c'est aussi une expérience positive : elle témoigne d'une ouverture vers d'autres mouvements sociaux, ce qui est très apprécié, et les collègues syndicaux qui ont goûté à cette collaboration unique témoi-

gnent que les contacts élargissent effectivement leur champ de vision. »

Dans une ligne directrice approuvée à l'unanimité par le congrès fédéral en 2015, l'ACV-CSC reconnaît que la collaboration est nécessaire car les mouvements peuvent enrichir leur connaissance d'un thème ou parce qu'ils atteignent des groupes de travailleurs et travailleuses que le syndicat ne peut pas (ou difficilement) contacter².

Bart Verstraeten : « Il est arrivé à plusieurs reprises que l'ACV-CSC confie le mandat de négociation à WSM en reconnaissance de notre expertise. Ce fut le cas pour la négociation de la Recommandation 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (2014-2015) et pour la discussion générale sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire (2022). Nous leur en sommes très reconnaissants. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Dans tout ce processus, nous travaillons également en étroite collaboration avec la JOCI, la fédération internationale du mouvement de jeunes KAJ-JOC.

Basma Louis est présidente de la JOCI depuis 2022.

« La JOCI compte aujourd'hui encore 48 mouvements nationaux. **Lorsqu'on parle du monde du travail, il est crucial de donner une place à la voix des jeunes.** »

Dès que nous connaissons le(s) thème(s) à l'ordre du jour, nous recherchons les organisations ayant une expérience pertinente. Pour WSM, il peut s'agir d'organisations ou de réseaux travaillant sur des thèmes en particulier. Pour la discussion générale sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, nous avons pu compter sur des représentant·es du réseau international de la *Clean Clothes Campaign* (« Vêtements Propres »). Pour les négociations et discussions sur la protection sociale, nous nous appuyons de plus en plus sur le **réseau INSP IR**.

Santiago Fischer et Basma Louis

« Exploiter les réalités de terrain est essentielle pour nous, car nous devons partir de la réalité, de l'expérience vécue par les personnes sur le lieu de travail. C'est cette expérience qui sert de base pour aux prises de positions que nous élaborons ensemble dans les mois qui précèdent la Conférence

internationale du Travail. Cette position est ensuite intégrée dans une déclaration présentée par un·e représentant·e de la JOCI lors de l'assemblée plénière. »

PARLONS-NOUS, ÉCOUTONS-NOUS

Le dialogue social est le meilleur moyen pour les partenaires sociaux et les gouvernements de relever les nombreux défis du monde du travail. WSM plaide également pour d'autres mécanismes de dialogues permanents où les mouvements sociaux, parfois en collaboration avec les syndicats, peuvent faire entendre leur voix. Là où ces mécanismes n'existent pas, nous demandons qu'ils soient mis en place le plus rapidement possible. Là où ils existent, nous demandons que les acteurs de la société civile soient effectivement et structurellement impliqués.

Les exemples de tels mécanismes de dialogue institutionnalisés existent, ici comme ailleurs dans le monde. Pensez aux mutuelles de santé qui négocient avec les prestataires de soins pour un accès à des soins de santé de qualité et abordables. Ou aux instances où les mouvements de jeunes, de femmes et de personnes âgées font entendre leur voix dans les débats publics qui les concernent. Ou encore aux instances où les acteurs de l'économie sociale et

solidaire travaillent sur une bonne réglementation en concertation avec d'autres parties prenantes.

Bart Verstraeten

« Le terrain de jeu démocratique doit être aménagé de manière à ce que la société civile puisse faire entendre sa voix auprès des gouvernements et des entreprises. De sorte que l'équilibre des pouvoirs soit rétabli et que la société civile ait une réelle influence à la table des négociations. Cela signifie également que les nombreux·ses acteurs·trices de la société civile doivent coopérer plus étroitement, avec une vision et un agenda communs, et dans le respect mutuel de l'expertise et de l'expérience de chacun·e. Alors nous serons en mesure de faire des choix qui profiteront à chacun·e, à nos semblables et à notre planète.

Engageons donc le dialogue, parlons-nous et écoutons-nous les un·es les autres. Car en dialoguant, nous réalisons que nos similitudes sont plus grandes que nos différences. »

2 Congrès ACV-CSC 2015, "De vive voix", ligne de force 80.

VOIR-JUGER-AGIR

« Analyser ensemble, identifier les actions possibles et agir en conséquence. C'est le moteur du changement. »

ANA CECILIA SALAZAR COORDINATRICE JOCI (JOC INTERNATIONALE)

J'ai connu la JOC en 2007 grâce au MAN-THOC (Mouvement des enfants travailleurs) de Cajamarca-Pérou. Dès mes débuts, je me suis identifiée aux enfants travailleur-euses de mon quartier et à leurs souffrances. Lors de ma première réunion avec la JOC, j'ai découvert la méthode VJA dans un exercice de 'révision de vie'. Cela m'a permis d'évoluer dans le mouvement, jusqu'à devenir coordinatrice nationale (JOC Pérou), régionale (JOCA), et actuellement internationale (JOCI).

La méthode VJA est un pilier de la JOC, guidant nos réflexions collectives sur des situations concrètes, afin de les améliorer pour le bien collectif. Elle nous aide à identifier les actions à entreprendre et développer dans les groupes de base pour améliorer nos situations de vie quotidiennes. Toutes nos actions partent d'une situation de vie où tout le groupe cible se sent impliqué et nos évaluations d'actions reposent sur ces mêmes principes. Un moment clé pour moi a été un 'bilan

de vie' sur les problèmes des jeunes femmes, notamment la discrimination, les agressions, le harcèlement et l'inégalité. Cela m'a fait prendre conscience de ma situation de fille travailleuse et m'a motivée à agir de manière collective. J'ai réalisé que le changement est possible lorsqu'on comprend et agit sur notre réalité.

La méthode du « Voir, Juger, Agir » (VJA), quintessence de notre mouvement ouvrier chrétien, est une approche réflexive et dynamique qui, à travers l'analyse des situations vécues par les populations fragilisées, vise à résoudre des problèmes sociétaux dans le but de construire une société plus démocratique, inclusive et solidaire. Transmise oralement, et par la pratique, elle lie éducation et actions collectives. Elle part du constat que celles et ceux confronté-es aux injustices, inégalités sociales et difficultés sont les mieux placé-es pour agir et transformer leur propre réalité, en abordant, analysant et agissant collectivement face aux situations complexes vécues d'exclusion, de marginalisation et ou d'injustices.

« La méthode 'Voir-Juger-Agir' aide les jeunes à être combatifs et à être responsables. »

YVES DOSSOU COORDINATEUR GÉNÉRAL DE SADD TOGO (SOLIDARITÉ ET ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE)

En 1984, lors de ma formation chez les frères salésiens, j'ai découvert la méthode VJA. Enseignée comme une méthode d'analyse de problèmes rencontrés dans nos milieux d'apprentissage, elle m'a profondément enrichi. Grâce à cette approche, j'ai acquis les qualités humaines essentielles pour devenir un leader de groupe, un observateur et un militant averti, doté d'une prédisposition

d'écoute et d'analyse et un esprit combatif. Le 'Voir-Juger-Agir' incarne des valeurs essentielles, telles que : la solidarité, le développement intégral, la justice et la paix, indispensables pour une vie en communauté. Cette méthodologie aide les jeunes à être militant-es et responsables dans les lieux de travail, de formation et dans la

société. Elle leur apporte les bases pour devenir acteur-trices de leur propre libération, la capacité d'observation et d'analyse de leurs propres réalités, ainsi qu'une prise de conscience collective nécessaire pour l'action commune et à l'engagement contre les injustices sociales, où qu'elles se trouvent.

50 ans d’actions et de soutien ! Nous vous emmenons dans un voyage nostalgique à la découverte de certains objets et moments mémorables. Vous les reconnaîtrez certainement, car cela fait 50 ans que Solidarité Mondiale devenue WSM attire votre attention vers le monde, collecte des fonds pour soutenir ses partenaires et inspire et mobilise des personnes du monde entier en faveur de la solidarité internationale. Eux aussi sont les visages de Solidarité mondiale.



PREMIÈRE « CARTE DE MEMBRE DE SOLIDARITÉ MONDIALE »

Dès son lancement en 1974, Solidarité Mondiale (WSM) lance des ‘cartes de membres’, pour rassembler les militant-es de la solidarité internationale et récolter des fonds.

1974 - LE MOIS DE LA SOLIDARITÉ MONDIALE !

1974 – Ca y est, Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale (WSM) vient de démarrer comme institution officielle. Après l’inscription comme asbl au mois de février, le Mouvement ouvrier déclare le mois de mai « mois de la solidarité mondiale », lancé et soutenu par l’affiche ci-dessous :



LA LUTTE CONTRE L’APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD COMMENCE DANS LES SUPERMARCHÉS !

Fin 1985, en solidarité avec les travailleur.euses en Afrique du Sud, Solidarité Mondiale/WSM organise une campagne publique contre l’apartheid, avec un appel au boycott par les consommateur.trices belges de certains produits importés d’Afrique du Sud et mis en vente dans la plupart des grandes surfaces de distribution. Pour cela, les militant-es ont distribué en Wallonie et à Bruxelles quelques **cent mille sacs en papier** semblables à ceux qui sont mis à la disposition des client-es dans les grandes surfaces, mais sur lesquels sont repris les produits et les marques contre lesquels le boycott est organisé. Des contacts ont également été pris via la CSC pour interpellier dans les conseils d’entreprises des sociétés de distribution. « *Nous voulons clairement indiquer au régime de Prétoria que l’opinion publique occidentale n’est pas d’accord avec le régime d’apartheid qu’il maintient.* » déclarait Jules Pollé, secrétaire national de Solidarité Mondiale/WSM, dans le journal ‘La Cité’, en 1985.



Deux enfants travailleurs témoignent devant les élèves



En 2004, le Mouvement accueille Laura, Afi et Partheeban, trois enfants travailleur-euses pour témoigner dans le Mouvement et les accompagne vers Florence, où a lieu le Congrès mondial des enfants travailleurs, un rassemblement de 150 enfants du monde entier venus pour exprimer leurs revendications pour un monde plus juste.

20 ans plus tard, pour leur rendre hommage et remettre en avant les actions de lutte pour l’élimination des pires formes du travail des enfants (Convention 182 de l’OIT, à laquelle les enfants rassemblés à Florence ont contribué !), Yvan Nicolas, ancien animateur de Solidarité Mondiale (WSM), se lance un fameux défi : celui de réaliser le marathon à Florence, sur leurs pas et pour soutenir WSM en cette année de jubilé. Ce défi aura lieu le 24 novembre 2024. Vous aussi, cette cause vous tient à cœur ? Rendez-vous sur action.wsm.be pour le parrainer !

INSOLITE

Au Carhop, qui réunit à Braine-le-Comte les archives des organisations du Mouvement ouvrier chrétien, c’est une plongée dans les visuels du



passé, des publications multiples, des correspondances datées, des noms qui émergent du passé... Et des objets insolites. Comme cette maquette pour un projet de logements sociaux au Chili, objet d’un appel à subsides européens dans les années ’80 !



OPÉRATION « UNE HEURE DE SALAIRE »

En 1990, Solidarité Mondiale opte pour axer sa campagne annuelle sur le thème « une heure de salaire pour Solidarité Mondiale », un moyen « d’attirer l’attention sur les conditions de vie, de travail, dans le Tiers-Monde ». L’occasion de dénoncer le surendettement des pays dits du Tiers-Monde et les conditions du FMI pour les obliger à rembourser ces dettes, qui mettent à terre à cette époque les politiques publiques et les protections sociales en place dans ces pays-là.



En 2015-2016, la campagne « protection sociale pour tous ! » bat son plein. Comme symbole de la campagne, pour attirer l’attention sur la nécessité des mécanismes de protection sociale pour toutes et tous, partout dans le monde, on retrouve des sparadraps partout, sur les visages, lors de séminaires, et même dans les rues !



Avant le WSM magazine, il y avait le « Ici et là-bas ». C’est en décembre 1989 que le premier numéro du ILB paraît. La revue a bien évolué tant sur le fond que la forme tout au long de ses 30 ans d’existence. La revue a toujours été une belle vitrine pour notre organisation.

« LES MOUVEMENTS SOCIAUX, ÇA BOUGE ! »

Peut-être l’avez-vous vue sur un réseau social pendant vos congés ? En 2013-14, après le travail décent et le droit à la santé, Solidarité mondiale/WSM, lance une nouvelle campagne de sensibilisation. Son thème: les mouvements sociaux. L’ONG souligne ainsi l’importance de voir émerger, au Nord comme au Sud, une société civile qui pèse dans les débats.



L’utilité des mouvements sociaux est mise en avant d’une part les **acquis sociaux obtenus dans le passé**, puis les **mobilisations nécessaires aujourd’hui au niveau mondial**. La stratégie de communication mise en œuvre par Solidarité mondiale fait mouche ! Certains visuels de cette campagne vivent encore une belle vie sur les réseaux sociaux... En toute autonomie. Car ces messages restent plus que jamais d’actualité : les droits ne sont jamais acquis, il faut se battre pour les obtenir, ou les défendre !

Parmi nos outils pédagogiques, voici...

PANSONS LE MONDE... AUTREMENT !®

Valisette pharmaceutique pédagogique.

INDIQUÉ DANS :

- la lutte pour le droit d’accès à la santé et aux médicaments pour tous, ici comme ailleurs ;
- la lutte pour plus de justice sociale dans le monde ;
- la sensibilisation aux enjeux de la mondialisation et de la santé ;
- l’adhésion aux revendications de Solidarité Mondiale/WSM

Sur prescription de vos ami-es, de vos connaissances, ...

POSOLOGIE : Nombre de joueur.euses : de 6 à 66 !

Minimum un.e participant.e par planche de jeu.

DERNIERE MISE A JOUR DE LA NOTICE :

Septembre 2006



L'AGILITÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX FACE AUX CRISES

Que les contextes de crises soient politiques, économiques, sociales, sanitaires ou encore environnementales, les mouvements sociaux doivent faire preuve de capacités à s'adapter rapidement et à mobiliser leurs ressources afin de répondre aux besoins des populations, des travailleur-euses qu'ils organisent. Profitons du cinquantenaire de WSM pour retracer quelques dates et moments clé qui auront marqué l'histoire de certaines organisations, de certains pays, voire du monde.

Du fait même de la création de leur ONG, le MOC et l'ACW (beweging.net), avec toutes leurs composantes, ont fait preuve d'une grande agilité et flexibilité organisationnelle et d'une prise de responsabilité historique.

Victor Michel, secrétaire général du MOC en 1971 écrivait ceci dans le Manifeste du MOC sur la justice dans le monde, dans le cadre du Conseil central du MOC-ACW : « ... il semble nécessaire de former l'opinion publique afin de démontrer aux individus qu'ils sont des êtres sociaux, qu'ils font partie d'un ensemble, d'une société où une quantité de décisions sont prises à leur insu et d'où découlent une série de conséquences qu'ils n'ont pas nécessairement voulues, et que souvent même, ils désapprouvent. **C'est pourquoi nous proposons la création d'un groupe permanent d'action, chargé spécialement des problèmes de la justice, de la paix et du développement dans le monde...** Il faut donc promouvoir partout où c'est possible des organisations de base dans des pays en voie de développement : des syndicats, des organisations éducatives et de formation

d'hommes, de femmes et de foyers, des services d'entraide mutuelliste, coopératives, des organisations de jeunesse, ... assurant la participation des travailleur-euses et des ruraux, non seulement à l'exécution, mais aussi aux décisions des programmes de développement... ».

Si des solidarités internationales existaient déjà bien avant, elles se structureront officiellement en 1974 tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles autour de WSM, nommée à l'époque Solidarité Mondiale et Wereldsolidariteit. Les contacts et les relations avec certains mouvements en Amérique latine, en Afrique, en Asie se renforcent en particulier avec les syndicats. C'est le début de belles et longues collaborations, de relations de partenariat et déjà d'internationalisation.

1981 : La répression antisyndicale fait rage dans certains pays comme au Chili et au Sri Lanka. Grâce aux relations avec la Confédération mondiale du Travail, WSM va soutenir la formation des cadres et leaders syndicaux. Les syndicats en Afrique du Sud font appel à notre solidarité pour aider les familles de syndica-

listes emprisonné-es, aider les femmes des camps de réfugié-es et les soutenir dans la création d'une crèche à Lusaka. C'est cette même année que WSM lancera le « passeport de la solidarité internationale » d'un montant de 150 francs belges, considéré comme cotisation annuelle ainsi qu'un autocollant au prix de 20 francs belges.

1982 : Aux côtés de la CSC, WSM viendra soutenir le développement de Solidarnosc en Pologne et soutiendra les travailleur-euses polonaises dans la construction du syndicat.

1985 : WSM poursuivra sa lutte et le boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud. Mais, face à 140 millions de personnes menacées de mourir de faim en Afrique, WSM se mobilise dans l'urgence et lance l'« Action SOS Afrique ». D'abord, dans l'extrême gravité de la situation en Ethiopie, elle fournira des couvertures, du lait en poudre et des tentes. Ensuite, elle soutiendra au Burkina Faso et au Mali des projets portés par les populations locales pour le développement.

Dans la foulée, une banque de médicaments est lancée dans le mouvement pour les organisations de Pologne et du Burkina Faso.

1988 : « La guerre de l'heure », c'est ainsi que se nomme la nouvelle campagne de récolte de fonds dans le Mouvement. La solidarité entre les organisations est primordiale.

1991 : Il y a maintenant plus de 30 ans que WSM publiait une étude « Femmes et Développement » qui mettait en exergue et dénonçait déjà

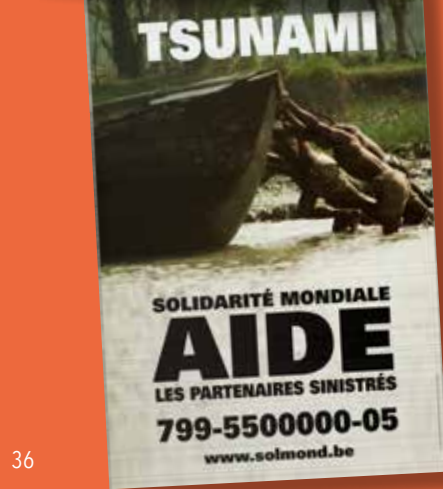
la situation des femmes dans le monde. 30 ans après, la question du genre se travaille dans toutes les organisations.

1993 : Une pétition portée par WSM ayant récolté plus de 23.000 signatures pour une **clause sociale dans les accords commerciaux et de coopération au développement** sera remise au Premier Ministre, Jean-Luc Dehaene. En juin 2024, WSM avec d'autres ONGs auront obtenu que le devoir de vigilance soit inscrit dans une directive européenne adoptée par l'Union européenne. Le combat n'est pas terminé car celle-ci doit à présent être transposée dans le droit belge.

Etablir le dialogue avec les autorités concernées afin de faire changer les politiques est un des aspects importants qui démontre l'efficacité des mouvements sociaux.

1994 : C'est une tragédie innommable qui se passe au Rwanda. « *Seuls les yeux qui ont pleuré peuvent comprendre et pardonner.* » (Mgr Munzihirwa, Evêque à Bukavu). Tout le Mouvement se mobilise pour faire appel à la solidarité car l'avenir du Rwanda ne passera que par une reconstruction des mouvements sociaux : « *Nous nous devons d'être présent-es quand le peuple rwandais relèvera la tête. Il faut que nous puissions soutenir les énergies renaissantes qui garantiront un avenir durable pour le peuple rwandais, dans une paix solide.* » (Extrait de l'appel lancé par les dirigeant-es des





organisations constitutives du MOC en 1994). WSM soutiendra très vite le lancement de la radio Amahoro, signe d'espoir pour l'avenir, afin de maintenir le contact avec les partenaires en exil.

Faire preuve de résilience est synonyme de force de changement.

Durant les années 90, la plupart des mouvements sociaux, dont nos partenaires, ont joué un rôle crucial en réponse aux diverses crises de cette décennie. **Ce sont aussi les années d'émergence de nouvelles formes de mobilisation et de combat.** Le mouvement féministe dénonce les violences faites aux femmes et plaide pour l'égalité des droits. Les mouvements environnementaux vont renforcer leur plaidoyer pour des politiques de développement et agir contre le changement climatique au Sommet de la Terre à Rio. Contre le Sommet de l'OMC à Seattle, les mouvements vont dénoncer les effets néfastes de la mondialisation. Ou encore en Amérique latine où les mouvements sociaux ont lutté pour les droits humains et en particulier pour défendre la démocratie. WSM et les partenaires y auront pris une part active, renforçant ainsi les liens et la solidarité internationale.

2001 : Au lendemain des attentats terroristes de New-York, les organisations syndicales dans les pays musulmans réunies au Congrès de la Confédération mondiale du Travail s'inquiètent et redisent combien le **dialogue** entre l'Occident et le monde musulman est nécessaire pour la paix et pour éviter les extrémismes dans la

société. Leur plaidoyer est toujours d'actualité au vu des différents conflits Ukraine-Russie et Israël-Palestine, mais aussi en RD Congo et ailleurs.

2004 : un **tsunami** dévaste l'Inde, l'Indonésie, le Sri Lanka. En ce lendemain de Noël 2004, Anthony sur la plage de Velankanni (Inde) raconte au téléphone : « *Au début, c'était le chaos, mais l'aide s'est organisée assez rapidement. Nous nous sommes activés toute la journée avec plusieurs équipes de volontaires.* » Tant en Inde, qu'au Sri Lanka ou en Indonésie, rapidement, **les organisations partenaires ont démontré leur incroyable capacité de réaction aux besoins de leurs communautés.** Elles se sont concentrées sur des actions concrètes à destination des plus vulnérables, renforçant ainsi leur légitimité et leur ancrage encore présents aujourd'hui.

2010 : le 12 janvier, Haïti était dévasté par un terrible tremblement de terre. Les Haïtiens se saluent en utilisant deux mots : honneur et respect. Ce sont aussi deux grands principes qui ont guidé les organisations partenaires d'Haïti et de République dominicaine venues au secours de la population pour reconstruire le pays.

2019 : la mise en place d'un **réseau** pour le droit à la protection sociale prend forme. Quand dans le monde, quatre milliards de personnes ne bénéficient pas ou peu de protection sociale, créer des coalitions est primordial pour augmenter l'impact voulu et accroître la visibilité des efforts fournis par les mouvements sociaux. Ce réseau nommé « **INSPIR** » renforce les liens avec d'autres orga-

nisations afin de pouvoir influencer sur les décideur-euses politiques.

2020 : le Covid-19 va transformer complètement notre vie et celle de millions de travailleur-euses dans le monde. Au-delà de la pandémie, il a fallu faire preuve d'**innovation dans les stratégies de mobilisation.** Nous avons pu ainsi expérimenter de nouvelles formes de mobilisation, comme des manifestations virtuelles, des formations et des campagnes de sensibilisation en ligne avec l'implication des partenaires des différents continents ou encore des actions créatives qui attirent l'attention des médias (la fée de la sécurité sociale). Cela a permis de contourner les restrictions physiques et les mesures de sécurité en pleine période de crise sanitaire.

Dès le début de sa création, WSM n'a eu de cesse de **sensibiliser, d'informer, d'éduquer, de former** sur les enjeux internationaux de travail décent et de protection sociale. Car il est indéniable que **la mobilisation aide à renforcer la légitimité des mouvements sociaux.** Les **campagnes** menées ces vingt dernières années n'en sont que quelques exemples. Elles sont le résultat d'efforts organisés tant en Belgique qu'avec les partenaires partout dans le monde pour informer le public et surtout encourager celui-ci à rejoindre nos actions collectives (manifestations, signatures de pétitions, ...) afin d'avoir un **impact politique et permettre ainsi de changer la donne.** La force de ces campagnes réside

dans le partage des réalités et des témoignages des travailleur-euses de tous les continents, mais aussi dans la force et la créativité des formes de mobilisation et des messages.

En somme, l'agilité des mouvements sociaux est un, voire le facteur clé de leur succès, leur permettant de naviguer dans des environnements complexes et de continuer à défendre leurs combats, leurs valeurs même en temps de crise. Cette capacité d'adaptation est essentielle pour maintenir la pression sur les décideur-euses et pour réaliser des changements significatifs. Longue vie à tous nos partenaires, à ces femmes et à ces hommes qui luttent pour plus de justice sociale ici ou ailleurs !



POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

Trois femmes se racontent. Leur point commun ? Bien que travailleuses et vivant dans des contextes différents, elles sont convaincues que l'égalité des genres est importante pour tous et toutes. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions faire évoluer les choses.

TEXTE / Klaar Degroote

CHEA TIDA / CAMBODGE

Déléguée textile et déléguée syndicale de C.CAWDU

« Je vois la différence que C.CAWDU fait pour les travailleur-euses du textile. C'est inspirant. Au cours des dernières années, beaucoup de choses ont changé dans le secteur textile au Cambodge. Nous bénéficions maintenant d'une meilleure protection sociale et sommes mieux protégé-es en cas d'accident du travail. Ce sont les délégué-es syndicaux-ales qui font vraiment la différence. Je suis fière lorsque nous réussissons à améliorer nos conditions de travail. Autrefois, j'avais peur. Le travail syndical semblait être un travail réservé aux hommes. Mais en rejoignant le syndicat, j'ai découvert que j'avais aussi les capa-

cités nécessaires. Le syndicat m'a soutenue et m'a offert une formation pour que je puisse défendre nos droits. Il est important que tant les hommes que les femmes s'engagent dans la lutte syndicale, surtout dans le secteur textile, où la majorité des travailleurs-euses sont des femmes. Nous, les femmes, devons être impliqué-es : après tout, ce sont nos conditions de travail qui sont en jeu, non ? Mon conseil aux hommes ? Soutenir les femmes qui veulent devenir leaders syndicaux-ales, afin que nous puissions défendre nos propres droits, car nous sommes les mieux à même de pouvoir parler de nos oppressions. »



© Didier Petre

MARTA "TITA" GODINEZ / GUATEMALA

Godinez, déléguée de la Marcha Mundial de Mujeres

« J'ai grandi pendant la guerre civile guatémaltèque*. À la maison, j'entendais des témoignages de violences mortelles et de viols contre les femmes indigènes. La récente exploitation des mines marque également notre pays, causant pollution, changement climatique et expropriation des terres collectives. Ce sont les femmes et les populations autochtones qui en souffrent le plus. La lutte pour l'égalité des genres est aussi une lutte contre le racisme. La violence contre les femmes et les filles est une constante dans notre société, hier

comme aujourd'hui. Les mouvements de femmes ont mis en lumière cette violence comme un problème qui touche tout le monde. L'histoire des mouvements féministes guatémaltèques est marquée à la fois par l'indignation et la rébellion, mais aussi par l'espoir et la conviction que le changement est possible. La Marcha Mundial de Mujeres (Marche mondiale des Femmes), un mouvement féministe et anticapitaliste, lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations à plusieurs niveaux.

Chaque année, le 8 mars, des millions de personnes descendent dans la rue pour l'égalité des genres. Au Guatemala, nous sommes membres de l'Alianza Política de Mujeres, une alliance pluraliste composée de 32 organisations de femmes, féministes, indigènes et de jeunesse. Nous avons vigoureusement plaidé pour que les femmes aient une place à la table des négociations de paix de la guerre civile. Les femmes peuvent et doivent jouer un rôle en politique. »



© Didier Petre

DIAP DIAO / SÉNÉGAL

Responsable de l'égalité des genres au GRAIM

« Notre stratégie de genre sert de guide pour établir les priorités de tous nos projets et programmes. Nous sensibilisons nos collaborateur.trices à l'importance cruciale de l'égalité des genres dans la lutte pour un changement durable.

Il y a quelque temps, nous avons lancé une campagne sur la santé reproductive. Nous arrivons à toucher directement la population, grâce aux réseaux sociaux, aux conférences et aux émissions de radio où nous sommes impliqué-es. Les membres de nos mutuelles de santé bénéficient du remboursement des soins prénatal et postnatal, de contraceptifs et des frais d'accouchement dans nos centres de santé. Notre campagne a permis d'améliorer les connaissances et la

santé. Dans le même temps, nous avons constaté que davantage de personnes adhéraient à nos mutuelles de santé. Un succès dont nous sommes fier-es !

Un problème majeur est la position de seconde zone des femmes dans la société. Nous devons traiter le problème à la racine : cela commence par la famille et l'organisation du foyer. La lutte pour les droits des femmes est un effort collectif, mené par et pour les femmes ET les hommes. Elle concerne toute la communauté. Il est important que les femmes jouent un rôle de premier plan au sein des mutuelles. C'est ainsi que vous montrez, en tant qu'organisation, qu'il est possible de faire les choses différemment. »

* La guerre civile guatémaltèque a duré des années 1960 jusqu'à la fin des années 1990.
** Le Nord global ne correspond pas géographiquement au nord de notre globe: il se compose des États-Unis, du Canada, de l'Europe occidentale, de l'Australie, du Japon et de la Corée du Sud. 90 % de l'industrie manufacturière sont détenus et ont leur siège dans ces pays. Bien qu'ils ne représentent qu'un quart de la population mondiale totale, ces pays contrôlent 80 % du revenu total du monde entier. À l'inverse, les pays du Sud global ont accès à un cinquième du revenu mondial. Source : socius.be

Les mouvements sociaux doivent articuler leurs agendas dans les espaces internationaux de plaidoyer, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire entendre nos voix ! Ensemble, nous irons plus loin.

Sandra Moreno. Secrétaire générale du RIPESS

ENSEMBLE, PLUS QUE JAMAIS ! NOUS AVONS BESOIN DE MOUVEMENT SOCIAUX FORTS ET ORGANISÉS !

En 2024, WSM fête ses 50 ans d'existence et d'actions. Avec nos organisations partenaires de Belgique, et d'ailleurs dans le monde, nous œuvrons depuis toutes ces années en faveur de la justice sociale et du développement durable pour les populations parmi les plus discriminées et invisibilisées de notre planète. A l'occasion de cet anniversaire, nous vous invitons à découvrir ensemble quelques figures de la société civile belge et internationale et à nous pencher, l'espace d'un instant, sur l'avenir de ces mouvements sociaux. Pourquoi en a-t-on tant besoin ? Quels défis les attendent ? Quelles alliances convient-il de continuer à tisser afin d'atteindre des sociétés réellement inclusives ?

TEXTE / Santiago Fischer – PHOTOS / WSM et organisations mentionnées

Soutenir et mettre en avant des mouvements sociaux progressistes sont au cœur de l'engagement et de la mission de WSM. Ces derniers jouent un rôle primordial en faveur de la construction de sociétés inclusives et démocratiques. Grâce à leurs actions, ces acteurs ont une capacité d'influence qu'il convient de ne pas négliger tant on leur doit les grandes transformations sociales profondes des sociétés à travers le monde.

Mais aujourd'hui, cette société civile est en danger ! Elle subit de plein fouet le rétrécissement de l'espace civique : discréditations, intimidations, harcèlement, menaces, violences à différentes échelles, etc. Ce phénomène est alimenté par une poly-crise économique, sociale, politique, environnementale et démocratique qui tend à marginaliser ces acteurs et qui favorise des sociétés où le repli sur soi et l'individualisme sont la règle, avec comme conséquence de voir les démocraties malmenées et menacées de toute part.

En 2024, ce sont près de 4 milliards de citoyen·nes qui se sont rendu·es aux urnes dans un contexte plus que morose. Ainsi, Luc Triangle, secrétaire général de la Confédération

syndicale internationale (CSI) déclarait en début d'année, au moment du lancement de la campagne syndicale globale 'Pour la démocratie' : « La démocratie est gravement malade aux quatre coins du monde. Nous sommes confrontés à une montée de l'autoritarisme et des idéologies d'extrême droite [...]. »

Pour WSM, la raison principale qui provoque ce désaveu de la démocratie est à chercher dans le creusement des inégalités provoquées par un modèle économique capitaliste prédateur et reproducteur de la précarité, laissant de côté toujours plus de personnes. Le modèle économique craque, rend les populations et la planète malade. Il est urgent de le repenser. Les décisions politiques tendent à perpétuer les inégalités à l'infini, et cela provoque un sentiment d'impuissance. On colle des sparadraps pour soigner les blessures, mais on évite ainsi le sujet qui fâche, par peur d'un changement profond : la reconstruction d'un nouveau modèle fidèle à la justice sociale et qui mette au cœur de ses préoccupations le respect de l'environnement et la question climatique.

Plus que jamais, le monde a besoin des mouvements sociaux.

**COMMENT LES
MOUVEMENTS
SOCIAUX
PEUVENT-ILS
RÉPONDRE AUX
DÉFIS
D'AUJOURD'HUI
ET DE DEMAIN ?**

Écoutons quelques-un·es de nos alli·es dans cette lutte.



« L'idéologie des années 1990 et 2000 consistait à priver les gens de leurs rêves afin de les rendre impuissants dans la lutte pour les droits et les opportunités. Nous devons y opposer une alternative [...]. Il faut faire en sorte que le changement se produise ! En insistant sur ce point, vous faites déjà en sorte que le changement se produise. C'est pourquoi nous devons nourrir et transmettre le langage de la foi dans le changement [...]. Ensemble, nous pouvons améliorer les choses. Le changement est possible, à tous les niveaux. »

André Kiekens, ancien Directeur général de WSM

NICOLAS VAN NUFFEL
Responsable du Département
Plaidoyer, Recherche &
Programmes au CNCD-11.11.11
(couple des ONGs belges
francophones)



**CRÉER DES PONTS
ET ACCEPTER
DE TRAVAILLER ENSEMBLE
DANS LA DIFFÉRENCE**

« Le XXI^e siècle a été et restera marqué par une succession de ruptures, changeant brusquement la donne économique, sociale, environnementale, et même géopolitique. Et ce sera encore le cas demain du fait des catastrophes liées au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité, de la montée en puissance de courants conservateurs aux visées belliqueuses... Dans ce sens, on assiste pour la première fois depuis très longtemps à la montée de mouvements sociaux conservateurs, un peu partout dans le monde : ce fut le cas de la « Manif pour tous » en France, des mouvements qui ont renversé Dilma Rousseff au Brésil, ou encore du nationalisme hindou... Avec, souvent, la revendication de faire taire les voix progressistes, entraînant une tendance majeure à la restriction de l'espace civique.

Face à ces tendances, les mouvements sociaux progressistes n'ont d'autre choix que de consacrer toute leur énergie à créer des ponts pour affirmer haut et fort un modèle de société basé sur la justice, l'ouverture et la durabilité. Créer des ponts, c'est accepter de travailler ensemble dans la différence : grands mouvements historiques tels que les syndicats et mutuelles, ONGs, nouveaux mouvements sociaux ; organisations portant des thèmes aussi divers que le climat, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le droit au logement ou la démocratie, avec des stratégies plus réformistes ou

plus radicales ; agissant au niveau local, national, international, sur les quatre continents... Des voix multiples qui doivent garder leur diversité, tout en cherchant à s'accorder pour se faire entendre en faveur de solutions solitaires. »

HUIB HUYSE
Coordinateur du groupe de recherche sur le développement durable à l'Institut de recherche sur le travail et la société (HIVA, KU Leuven)



**CRÉER UN
ENVIRONNEMENT
FAVORABLE À L'IMPLICATION
DES MOUVEMENT SOCIAUX**

« Il existe des preuves solides que les formes de gouvernance qui incluent l'implication fondamentale de la société civile peuvent combler les lacunes existantes dans la manière dont nous appréhendons les actions et politiques en faveur du développement durable. Il est donc essentiel de créer un environnement favorable à l'implication des mouvement sociaux ! La littérature décrit comment les organisations de la société civile peuvent combler les lacunes dans la gouvernance du développement durable et équitable.

Par exemple, les organisations de la société civile, dans leur rôle représentatif, peuvent faire contrepoids à l'État et au secteur des entreprises, en permettant aux citoyen·nes de protéger leurs droits et leurs intérêts, en promouvant la démocratie et en permettant la participation du public en dehors des périodes électorales. Dans le domaine de la protection sociale, par exemple, les mutuelles de santé jouent un rôle central en représentant collectivement les citoyen·nes et en préservant leur accès à des soins de

santé abordables et de qualité. Les organisations de la société civile contribuent également à la création d'espaces de dialogue social, dans lesquels elles renforcent l'engagement démocratique. Par son rôle éducatif, la société civile contribue aux valeurs démocratiques dans la société, à la fois en interne vers ses membres et sympathisant·es, mais aussi en externe en fournissant des informations aux citoyen·nes et aux décideur·euses politiques. »

ELS HERTOGEN
Directrice de 11.11.11 (Couple des
ONGs belges néerlandophones)



**LES MOUVEMENTS
SOCIAUX DOIVENT
ASSUMER UN RÔLE
PROGRESSISTE AVEC
FIERTÉ**

« Il est clair que les mouvements sociaux seront toujours nécessaires dans le futur, mais le défi réside dans la manière dont ils resteront pertinents dans des sociétés en constante évolution. De nouveaux défis et questions obligent les mouvements sociaux à adapter leur boussole aux réalités contemporaines : où résident désormais les inégalités ? Qui devons-nous défendre ? Les mouvements sociaux d'aujourd'hui ne peuvent pas ignorer la crise climatique, la montée du racisme et la digitalisation de nos sociétés. Et, dans le futur, il faudra encore s'adapter en prenant à bras le corps de nouveaux défis si nous voulons que les mouvements sociaux restent pertinents. Ceux-ci sont progressistes par nature car ils luttent constamment pour davantage de justice sociale. Nos sociétés ont besoin de ces forces progressistes pour lutter face à des forces conservatrices. Les mouvements sociaux doivent assumer ce rôle progressiste avec fierté, mais aussi réaliser qu'ils ne peuvent réussir qu'en restant eux-mêmes progressistes tout en se réinventant sans cesse. Ils doivent constituer des mouvements dynamiques qui s'adaptent aux préoccupations et aux motivations actuelles des populations. Les mouvements sociaux sont nécessaires pour collecter la multiplicité des opinions, des préoccupations et des attentes et les faire avancer avec force en tant que questions collectives. Ils doivent lutter avec une boussole claire contre l'exploitation des personnes et de la nature et rester ouverts à de nouvelles idées et collaborations. Ce n'est

qu'ainsi, en nous réinventant constamment, que nous pourrions réellement changer le monde. »

ANN VERMORGEN
Présidente de l'ACV-CSC



**DÉFENDRE
ENSEMBLE LA
DÉMOCRATIE DANS
LA SOCIÉTÉ ET SUR
LE LIEU DE TRAVAIL**

« Les problèmes auxquels font face les travailleur·euses au quotidien comme le faible pouvoir d'achat, les emplois précaires, la baisse de qualité des services publics, le réchauffement climatique et les inégalités ne peuvent être abordés uniquement au niveau national. L'avenir des mouvements sociaux et du travail syndical réside dans l'internationalisation.

Les syndicats occupent une place particulière dans les mouvements sociaux. Ils peuvent établir un rapport de force sur le lieu de travail, négocier des progrès concrets pour les travailleur·euses. Un engagement durable de la part des syndicats est nécessaire aujourd'hui et demain pour garantir des revenus décents et un accès à la protection sociale.

Les syndicats et les mouvements sociaux sont inextricablement liés dans la lutte pour la justice sociale, le travail décent et la démocratie. Ils ont la capacité de répondre de manière concertée aux nouveaux défis tels que la digitalisation et l'intelligence artificielle, ou l'économie de plateformes, qui entraîneront d'énormes bouleversements et des inégalités croissantes. Le réchauffement climatique est là et nous oblige à agir.

La démocratie est sous pression tous azimuts. Les violations de la liberté d'association et les campagnes de discrédit menées contre les mouvements sociaux et les syndicats sont en augmentation. Il est essentiel de défendre ensemble la démocratie dans la société et sur le lieu de travail. Contenir les forces d'extrême droite partout où elles sont présentes est une priorité. »



ARIANE ESTENNE
*Présidente du Mouvement
ouvrier chrétien (MOC)*

**ÉTABLIR UN RAPPORT
DE FORCE SUR LE
TERRAIN POUR CONSTRUIRE
LA RÉSISTANCE**

« Les organisations sociales sont vouées à jouer un rôle de plus en plus important, dans un monde qui se droitise et même 's'extrême-droitise'. Nous évoluons actuellement dans une hégémonie culturelle libérale, individualiste, avec des tendances xénophobes. La société civile progresse est minorisée, voire dans certains cas bâillonnée ou décrédibilisée. Les libertés associatives risquent d'être malmenées. Dès lors, nous devons, dès maintenant, rentrer en lutte et réinvestir massivement le champ de l'éducation populaire afin de mettre au centre du jeu les valeurs de justice, de solidarité et d'égalité. Construire une vision de société, une culture partagée autour de ces enjeux est une nécessité absolue. Dans un monde qui sera vraisemblablement marqué par les mesures d'austérité, les coupes dans les services publics et les mesures socialement injustes, le travail des organisations sociales sera encore plus essentiel. C'est avec notre base, sur le terrain, que nous pourrons établir un rapport de force pour construire cette résistance. Notre histoire montre en effet que les conquêtes sociales ont été possibles grâce à une population consciente, politisée, issue des milieux populaires. Pour cela, il est essentiel de cultiver ce qui vit, cheminer avec les groupes de citoyens et citoyennes sans devoir s'inscrire dans une logique programmatique. La société civile va devoir continuer à forger des alliances au-delà des clivages qui la traversent, au niveau local, national et international. »



PETER WOUTERS
Président de Beweging.net

**PRENDRE LE POULS
DE LA SOCIÉTÉ ET
ÉCOUTER LES
CITOYEN·NES**

« Les sociétés dans lesquelles les citoyen·nes s'impliquent et s'engagent sont moins inégalitaires. Les

citoyen·nes se soucient davantage les un·es des autres et trouvent de meilleures solutions à leurs problèmes. Cette règle vaut partout dans le monde. Dans les moments difficiles où la répression s'exerce, les personnes partageant les mêmes idées se retrouvent et leur connexion autour d'un même idéal les aide à tenir le coup. C'est ainsi que sont nés et se développent les mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux donnent une voix aux citoyen·nes et permettent aux idées d'être débattues. Ils ont la capacité d'opérer de véritables changements. Ils s'efforcent de prendre le pouls de la société, d'écouter les citoyen·nes. Actuellement, nous apprenons ainsi quelles sont les préoccupations auxquelles nous devons trouver des solutions, ensemble : l'impact croissant du changement climatique et le vieillissement de la population en Europe. Sur le plan économique, il s'agit du pouvoir des géants de l'économie et de la manière dont ils se soustraient à leur mission qui devrait être d'améliorer la vie de leurs client·es et de leurs employé·es grâce aux activités économiques que ces entreprises mènent. Il conviendrait également d'assurer une vie digne pour chaque être humain, quelle que soit la situation sociale dans laquelle il se trouve. »



LIEVE VERBOVEN
*Directrice du Bureau de l'OIT à
Bruxelles*

**MOBILISER POUR LE
BIEN-ÊTRE DES
TRAVAILLEUR·EUSES !**

« La société civile a un rôle important à jouer pour un avenir du travail inclusif et centré sur l'humain. Nous avons de nombreux défis qui se posent à nous pour le futur. Mais ces défis vont permettre de voir se dégager des opportunités pour la société civile qui a les moyens de se mobiliser et de porter la voix afin d'assurer le bien-être des travailleur·euses et des revenus décents pour tous·tes. Nous espérons que la société civile va continuer notamment à se mobiliser dans le cadre du travail qui se fait à l'Organisation internationale du Travail (OIT), car nous avons besoin de voix critiques et constructives. »



LUC VAN GORP
*Président des Mutualités
chrétiennes de Belgique*

**LES MOUVEMENTS
SOCIAUX SERONT LE
MOTEUR D'UN
CHANGEMENT DURABLE**

« L'avenir appartient aux mouvements sociaux. Cela peut paraître étrange de dire cela à une époque où la société civile est sous pression, en Belgique, mais aussi ailleurs en Europe et dans le reste du monde. Pourtant, je suis convaincu que nos organisations sociales contribueront également à déterminer l'orientation de notre société dans les années et les décennies à venir. Car c'est précisément dans les périodes d'incertitude, comme celle que nous vivons aujourd'hui, que les gens cherchent un point pour s'accrocher. Lorsque le monde que l'on connaît tremble sur ses bases, les mouvements sociaux sont plus que jamais des espaces de confiance vers lesquels les gens se tournent parce qu'ils rayonnent d'espoir et offrent un accueil chaleureux. La société civile ne recule jamais devant les débats difficiles, elle met le doigt sur la plaie et fait ainsi barrage à l'individualisme, à l'extrême-droite, à la polarisation et à la discrimination. Il va sans dire que notre société est confrontée à d'immenses défis. Mais c'est grâce à notre solidarité, plus que jamais internationale, que nous trouverons des solutions pour les relever. »



SANDRA MORENO
*Secrétaire générale du RIPESS
(Réseau international sur
l'Economie sociale et solidaire)*

**ARTICULER LES
AGENDAS DANS LES
ESPACES
INTERNATIONAUX DE
PLAIDOYER**

« Nous avons hérité d'un modèle capitaliste qui a exacerbé les inégalités dans le monde entier et qui s'est fondé sur le pillage et l'exploitation des ressources naturelles et de la force de travail des personnes, violant ainsi les droits fondamentaux des peuples du monde entier. Dans ce

contexte, il est impossible d'ignorer l'échec de ce modèle et son incapacité à garantir le bien-être social, la paix, l'égalité.

Avec les mouvements sociaux, nous nous engageons pour les générations à venir. Nous construisons une voix d'en bas pour confronter à la fois le patriarcat et le modèle capitaliste à partir de la base. Les mouvements de travailleur·euses, formel·les et informel·les, ont revendiqué leurs droits au cours des cinquante dernières années et ont remporté d'importantes victoires. Nous avons gagné des droits, mais nous sommes sur le point de les perdre, noyés dans cette crise systémique qui englobe tous les aspects de la vie depuis près de 20 ans.

Il s'agit de poursuivre une lutte pour la transformation radicale de nos relations sociales, de nos relations avec la vie. Nous plaidons pour un modèle économique local, participatif, communautaire, démocratique, collectif, mutuel et écologique.

Les mouvements sociaux doivent articuler leurs agendas dans les espaces internationaux de plaidoyer, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire entendre nos voix ! Ensemble, nous irons plus loin. »



LAURA ALFERTS
Directrice du programme "Protection Sociale" à WIEGO («Women in informal employments : Globalizing and Organizing »)

**CONSTRUIRE UN
POUVOIR DE MASSE
ET PROGRAMME
ALTERNATIF COHÉRENT**

« Il est avant tout primordial d'avoir conscience et de reconnaître que même si nous évoluons dans un contexte mondial de crises multiples, c'est aussi en temps de crise que les mouvements sociaux sont capables de se développer et se renforcer, lorsque nous sommes au pied du mur.

Le rétrécissement de l'espace civique rend certainement l'action des mouvements sociaux plus difficile : il est plus compliqué d'accéder à des financements et plus difficile de proposer un rapport de force face à des acteurs puissants afin d'imposer des changements.

Mais même dans ce contexte, les mouvements sociaux ont un rôle important à jouer en imaginant une alternative au statu quo, en développant des idées et propositions réalistes et en renforçant le pouvoir des populations afin de les réaliser. Si nous envisageons les choses sous cet angle, les mouvements sociaux ne perdront jamais leur pertinence - et c'est ce qu'on peut espérer pour le futur : que les mouvements sociaux se soient renforcés à la suite de la crise actuelle, et qu'en se renforçant, ils aient construit non seulement un pouvoir de masse, mais aussi un programme alternatif cohérent et réaliste pour un changement durable. »

BASMA LOUIS
*Présidente de la Jeunesse
ouvrière chrétienne
internationale (JOCI)*

**POUR RÉCLAMER
UNE VIE MEILLEURE
ET POUR SURMONTER
L'INJUSTICE SOCIALE**

« Dans un monde où l'extrême droite se renforce partout, où notre biodiversité est sur le point de s'effondrer et où l'inflation pousse les populations dans la pauvreté, il apparaît que les mouvements sociaux sont en train de mourir et que l'espace civique se réduit, nous privant d'exercer nos droits démocratiques à la contestation. Les mouvements sociaux sont des outils idéaux pour réclamer une vie meilleure et pour surmonter l'injustice sociale. Nous nous battons entre autres pour une éducation de qualité, l'autonomisation des personnes vulnérables et pour une meilleure égalité de genre dans nos sociétés. Les mouvements sociaux doivent continuer à organiser, créer des coalitions, mobiliser, en particulier les jeunes, les travailleur-euses, les femmes, les migrant-es, les personnes marginalisées et discriminées. Un défi de taille auquel nous sommes confronté-es est la difficulté à organiser les ayant droits, les jeunes en particulier. Aujourd'hui, le nombre de militant-es, sympathisant-es et autres membres diminue de plus en plus, certainement du fait d'un sentiment d'impuissance, et influencé-es par des réseaux sociaux et autres technologies nous rendant davantage individualistes. »

INEKE ZELDENRUST
*Coordinatrice internationale de la
« Clean Clothes Campaign »*

**L'ENGAGEMENT
D'UNE NOUVELLE
GÉNÉRATION
D'ACTIVISTES À
TRAVERS LE MONDE
ET QUI SE
MOBILISENT
INTENSÉMENT**

« La *Clean Clothes Campaign* (campagne internationale pour des Vêtements Propres) entend continuer à jouer un rôle clé pour mobiliser les mouvements sociaux, syndicats, consommateur-trices et activistes autour de la vision d'un secteur de l'habillement socialement et écologiquement juste. Les mesures de répression orchestrées à l'encontre des travailleur-euses et des syndicats vont se multiplier. Nous aurons besoin de stratégies innovantes pour défendre notre espace civique collectif. Nous constatons malgré tout un regain d'intérêt politique et l'engagement d'une nouvelle génération d'activistes employant différents types d'actions à travers le monde et qui se mobilisent intensément, désireux-ses de se lever et de se battre pour leurs idéaux. La mode ultrarapide ('*fast fashion*'), façonnée par des entreprises nées du numérique comme Shein, qui s'appuient sur des algorithmes pour organiser leur production et leur marketing, sera la norme dans le futur plutôt que l'exception. Nous entendons continuer à faire pression afin de limiter les impacts négatifs de ce modèle de consommation.

Le réseau international de la *Clean Clothes Campaign* entend continuer à soutenir le renforcement des syndicats et autres organisations représentant les travailleur-euses pour qu'ils-elles négocient collectivement avec les marques et les employeur-euses. C'est en unissant activistes, travailleur-euses, consommateur-trices, ainsi que syndicats et organisations de la société civile que nous pourrions dans le futur nous tourner vers un nouveau modèle économique qui respecte les limites de la planète tout en offrant un salaire décent à toutes les personnes impliquées dans les chaînes mondiales de production. »



MERCI

*Pendant huit ans, Fons De Potter a été président de WSM.
Le 22 avril 2024, il a passé le flambeau à Luc Dusoulhier.*

“Vous allez me
manquer, mais
chaque chose a son
temps dans la vie.”

Fons De Potter



VOLONTAIRE MAIS PAS SANS ENGAGEMENT

Fortement engagé, et souvent de manière volontaire, Fons a toujours lutté pour les droits du travail, la sécurité sociale, la santé et le dialogue social. Ces thèmes dominent son agenda au cours de sa carrière professionnelle au sein de la centrale ACV/CSC BIE (Bâtiments, Industries, Energies). Plus tard, il mettra aussi à profit ses connaissances et son dynamisme sur la scène internationale, d'abord au sein du syndicat international IndustriAll, puis, après sa retraite, au sein de WSM.

Au fil des années, il a vu les changements souhaités prendre forme sur le terrain et aux tables de négociation. Parmi tant d'exemples : il aura été témoin de la lutte des syndicats contre le travail forcé en Mauritanie. Il aura œuvré pour une couverture santé universelle en RD Congo et aura participé à des manifestations aux Philippines, où il est depuis lors inscrit sur une liste noire. Il s'est engagé pour les droits des mineurs artisanaux en Afrique et aura assuré un soutien financier aux organisations partenaires.

« Je suis reconnaissant d'avoir pu vous voir à l'œuvre et vous accompagner dans votre travail durant toutes ces années », nous confie-t-il. « Une équipe dynamique et enthousiaste, parfois rêveuse, mais avec la ferme volonté de réaliser ses rêves. » Nous lui sommes reconnaissant-es pour ses années d'engagement, son intégrité, sa discrétion, son calme et sa modestie. Merci, cher Fons, pour ton engagement inlassable pour la solidarité et le changement social.



Grâce à des personnes comme Fons, la solidarité reste un espoir vibrant pour des milliers de personnes à travers le monde. Merci à tous-tes les militant-es et bénévoles, vous faites la différence. **WSM, c'est lui, c'est nous, ce sont les nombreuses organisations du Mouvement ouvrier chrétien... Et c'est VOUS !**
Merci pour votre soutien fidèle, votre attention et votre temps au cours des années passées et à venir. Merci pour votre solidarité.



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine quadrimestriel de WSM
septembre-octobre-novembre-décembre 2024
P309504 - Bureau de dépôt Gent X

